

New Europe College Yearbook 1997-1998



IOANA BOTH
DAN DEDIU

DAKMARA-ANA GEORGESCU
ANDREEA-CRISTINA GHIȚĂ
GHEORGHE-ALEXANDRU NICULESCU
IOANA PÂRVULESCU
SPERANȚA RĂDULESCU
LUANA-IRINA STOICA
ANDREI STOICIU
ION TĂNĂSESCU

Tipărirea acestui volum a fost finanțată de
Published with the financial support of



**BANCA ROMÂNĂ
PENTRU DEZVOLTARE**

GROUPE SOCIETE GENERALE

Copyright © 2000 – New Europe College

ISBN 973 – 98624 – 5 – 4

NEW EUROPE COLLEGE

Str. Plantelor 21

70309 Bucharest

Romania

Tel. (+40-1) 327.00.35, Fax (+40-1) 327.07.74

E-mail: nec@nec.ro



ANDREI STOICIU

Né en 1970, à Bucarest

Doctorat en Sciences Politiques, Fondation Nationale de Sciences Politiques,
Paris, 2000

Thèse: *Élites européennes en transition: nationalisme, culture, pouvoir*

Consultant IDEE (Initiatives et démocratie Europe de l'Est), Bucarest
Conseiller, département des politiques publiques, Présidence de la Roumanie
depuis 2001

Membre de l'Association Internationale de Presse
Membre de l'Association de Relations Publiques
Membre de l'Union des écrivains de Roumanie

Prix pour le meilleur scénario – *Sandwich Global* – accordé par la commission
Nationale de cinématographie ????? (Romania), 1998

Livres:

Montana [Roman]. Montréal: Humanitas-Libra, 1988
Alors la tempête [Roman]. Montréal: Humanitas-Libra, 1988

The Storm Is Coming [Roman]. Bucarest: Coresi, 1992
Fiction et Réalité Identitaire: Le Cas de la Bessarabie [Essai]. Montréal-
Bucarest: Humanitas-Libra, 1995
La Dernière Nuit [roman]. Montreal: Humanitas-Libra, 1996
Politique de marché en Europe de l'Est. Bucarest, 2000
Les énigmes de la séduction politique. Montréal, 2000

Livres en collaboration, études, articles et traductions publiés en Roumanie et à
l'étranger

L'engagement Politique au Nom de la Legitimité Intellectuelle en Roumanie après 1989

Le sujet de notre étude est la position des élites intellectuelles roumaines dans leur lutte pour la crédibilité dans le champ symbolique de la représentation de leur société et dans leurs aspirations politiques après 1989. C'est la position de l'intellectuel roumain, la définition de son rôle, et son implication dans l'interprétation des débats d'actualité pour son peuple qui nous intéresse. Nous voulons aborder cette étude au niveau d'analyse de leurs actions en tant que groupe d'élites politiques, qui nous permettent de distinguer leur organisation en groupe, leur engagement public, leur messages, les institutions qu'ils contrôlent, leur légitimité publique et leurs comportements politiques.

1.1. Que Sont les Intellectuels ?

Lorsqu'on se penche sur l'analyse du rôle des intellectuels, nous nous heurtons à plusieurs questions majeures. Qu'est ce qu'un intellectuel ? En fonction de quoi peut-on les juger ? Existe-t-il un code de référence, de comportement unique qui peut nous permettre de comparer des situations différentes ? Bien entendu, la réponse aux deux dernières questions est largement déterminée par la première définition.

La plupart des chercheurs qui ont utilisé le concept d'intellectuels ont buté sur la difficulté de définir plus précisément ce qu'ils entendaient par ce terme.¹ Entre l'intelligentsia russe et le modèle de la caste intellectuelle française attaché à la défense des valeurs universelles, entre le type de l'intellectuel engagé (Zola, Sartre, ...) et le dramaturge, entre le cinéaste et l'historien, entre le professeur de lycée attaché à l'éducation des villages et le chercheur scientifique, il existe beaucoup d'interprétations de ce rôle.

Les sophistes d'Athènes, les scribes d'Alexandrie ou les mandarins chinois sont peut-être des intellectuels dans la perception que nous nous faisons aujourd'hui de l'analyse de ces époques éloignées. Mais il apparaît impossible d'effectuer une opérationnalisation comparative entre le rôle des « intellectuels » d'Athènes et celui des intellectuels du XIXème siècle.

Au plan sociologique, il est probable que si l'on demandait l'avis de la majorité de la population, celle-ci définirait comme intellectuels ceux ayant plus d'éducation qu'eux. Cette définition commode pour les recensements ou les sondages effectués avec des classements sociaux (nombre d'années d'études, professions libérales ...) ne nous est pas d'un grand secours.

Homère était un poète de cour. Voltaire ou Dostoïevski entretenaient des rapports avec ceux qui détenaient le pouvoir dans leurs sociétés respectives. Mozart composait des symphonies pour l'empereur de Vienne, mais il est mort dans la misère. Peut-on dire pour autant que ces artistes étaient aussi des intellectuels ? Que dire alors d'un sorcier du village ou d'un prêtre énonciateurs de traditions et de vérités sacrées ? Sont-ils des intellectuels ? Certainement pas dans la vision que nous avons des intellectuels aujourd'hui. Mais il nous faut détailler celle-ci.

L'intellectuel n'est pas seulement un homme cultivé. Mais l'intellectuel est aussi davantage qu'un homme qui se sert de son intelligence. Dans nos sociétés, l'intelligence et la culture sont des facultés qui appartiennent à des individus (des techniciens, des artisans par exemple...) qui ne se voient pas eux-mêmes comme des intellectuels et qui ne sont pas considérés comme tels. L'intellectuel est d'abord celui qui travaille sur des idées.

Plus que tout, la notion d'intellectuels apparaît comme devant être analysée dans son propre contexte et en fonction des critères clairement définis. « *Comme concept, les intellectuels échappent ainsi au destin courant des vocables désignant un destin social, celui d'une neutralisation progressive ou, au contraire, d'un ancrage historique daté* ». ² Pour éclaircir notre problématique, nous tenterons de commenter trois grandes questions qui se posent au sujet des intellectuels. Qu'est ce qu'un intellectuel ? Quelles sont les grands courants de traditions qui contribuent à la formulation de cette définition ? Quelles sont les perceptions sur le rôle des intellectuels dans nos sociétés ?

1.2. Qu'est ce qu'un Intellectuel ?

Il a été noté que « *dans chaque société il existe des groupes sociaux dont le rôle est d'offrir une interprétation du monde à leur société* ». ³ Notre premier critère de définition de l'intellectuel tiendra d'abord compte de cette référence. Mais cette interprétation du monde peut prendre bien des formes, et elle se retrouve chez beaucoup de catégories sociales dans la vie quotidienne. Un moine copiant des manuscrits dans une abbaye au

Moyen Age et un poète dissident participant aux révolutions de 1848 peuvent-ils être si facilement comparables ? Ils n'ont en commun que le fait qu'ils soient tous les deux dévoués à un idéal. Nous devrions ajouter pour notre définition que les intellectuels sont ceux qui *créent, évaluent et analysent les symboles, les valeurs, les idées et les interprétations transcendantes*». ⁴

Gramsci le premier a parlé de deux grandes fonctions de l'intellectuel. La première, celle traditionnelle qui comprend des catégories sociales comme les prêtres et les enseignants était selon lui simplement orientée vers la transmission du savoir. Il la différenciait nettement d'une nouvelle catégorie d'intellectuels qui était selon lui, plus activement engagée dans un processus de formation et d'éducation du savoir. ⁵

Dans la définition des intellectuels, on retrouve souvent l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes une forte conscience de leur rôle et que c'est cette conscience qui les différencie des autres catégories sociales. C'est dans cette perspective que nous souhaitons entreprendre la définition de l'intellectuel. Ce n'est pas seulement la classe dont il fait partie, le niveau d'éducation ou la fonction qu'il exerce qui fait l'intellectuel dans notre vision. Certains auteurs remarquent qu'au XX^{ème} siècle, dans la vision que nous avons de lui, l'intellectuel n'est pas un simple messenger éduqué: *... l'intellectuel est un individu avec un rôle public spécifique dans la société, qui ne peut être réduit à un professionnel anonyme, à un membre compétent d'une certaine classe qui ne se préoccupe que de ses affaires. Le point central pour moi, je crois, est que l'intellectuel est un individu pourvu d'une faculté de représenter, donner forme, articuler un message, une vision, une attitude, une philosophie ou une opinion pour un public.* ⁶ Nous irons même plus loin que E. Said, au-delà de la faculté d'articuler ce message, l'intellectuel sera pour nous aussi celui qui s'y sent destiné. Les intellectuels sont unis par *un sens charismatique de la vocation et une certaine liste de valeurs et de mœurs.* ⁷

Une fois posé ces repères, nous avons volontairement éliminé de notre définition de l'intellectuel tous ceux, qui bien que possédant un niveau d'éducation apte à les faire remplir ce rôle, refusent ce rôle d'interpréteur public. Ainsi, un poète dévouant sa plume seulement à l'art n'aura pas le statut d'intellectuel tandis qu'un écrivain - ou même un savant - qui fera transparaître dans son œuvre des préoccupations d'ordre politique, social ou civique sera un intellectuel.

Bien avant de nous lancer dans une discussion sur les valeurs soutenues par les intellectuels, nous nous heurtons à un autre grand débat. Nous

avons établi jusqu'ici, que pour nous un intellectuel est celui qui fait partie du groupe de la société qui se dévoue à son interprétation publique, qui a la capacité et la volonté de formuler cette interprétation. Laissons de côté pour l'instant les valeurs aux noms desquelles s'effectue cette interprétation et tâchons de ne pas tenir compte pour l'instant des moyens d'expression de cette interprétation (mass média, discours...). Mais cette tâche d'interprétation de la société est elle-même immuable dans son essence et par conséquent analogue dans sa dynamique d'une société à l'autre ?

Nous avons pu identifier au moins deux courants d'opinions qui se confrontent et qui apportent des réponses (avec leurs nuances) différentes à cette question. Pour un premier courant, l'activité d'interprétation de la société, soit le rôle des intellectuels est lui-même modelé par son propre contexte. La définition de l'intellectuel se fait d'une façon qu'on pourrait nommer verticale, à partir de la société vers l'élite. *Cette perspective voit l'intellectuel comme un rôle émergeant construit par des acteurs à partir de certaines traditions culturelles dans des contextes historiques spécifiques. En d'autres mots, l'intellectuel n'est pas une strate sociale fixe ni un attribut spécial, ni un de ces individus naturellement doués. Le rôle des intellectuels est celui pris et réinventé par les acteurs à partir des possibilités et des contraintes imposées par la tradition et le contexte*.⁸ Dans cette perspective, et pour suivre notre problématique, il faudrait sans cesse tenir compte des traditions culturelles et des spécificités historiques roumaines pour étudier l'attitude des intellectuels roumains. Donc, plutôt qu'une définition fonctionnelle ou structurelle de l'intellectuel (son rôle est d'interpréter la société...) nous aurons de celui-ci une vision contextuelle en tant qu'expression de certains processus culturels, en tant que produit de certaines traditions alors que son rôle sera défini par ces sources.⁹ La nuance n'est pas négligeable; elle touche directement à notre problématique à travers la perception que les intellectuels roumains ont de leur propre rôle. Se voient-ils comme le produit de leur époque et de leurs traditions ? Sont-ils plus attachés à une idée fonctionnelle de leur faculté d'interprétation de la société ?

Pour un deuxième courant, la définition de l'intellectuel se fait d'une façon qu'on peut désigner comme horizontale. Dans cette optique on met davantage l'accent sur la similarité du rôle des intellectuels ou sur leur attachement à certaines normes ou valeurs. La différence entre l'homme de lettres de jadis et l'intellectuel d'aujourd'hui serait dans cette vision, principalement établie par le fait que la société moderne a bouleversé les rapports sociaux et les relations entre les individus.

L'aspiration à l'universalité est un des déterminants de l'identité de l'intellectuel moderne : *L'universalité signifie prendre un risque en vue d'aller au-delà des certitudes faciles offertes par nos racines, notre langue, notre nationalité, qui si souvent nous abritent de la réalité des autres.*¹⁰

D'autres auteurs interprètent la définition de l'intellectuel dans cette optique libérale évolutionniste qui depuis Ricardo, sous une forme ou une autre, envisage l'évolution des sociétés humaines selon un sentier déjà emprunté par les plus avancées de celles-ci. Dans cette optique, le contact avec la société moderne ne peut que poser le même genre de débats aux intellectuels. Même les sociétés culturellement différentes de celle occidentale, économiquement retardées ou traditionnellement isolées, sont confrontées aux contraintes du système mondial et des relations internationales à l'heure d'une interdépendance accrue. On trouve donc, dans ces sociétés, un segment de la population -les intellectuels - plus informé, et plus apte à analyser les changements à venir ou les problèmes se posant dans les sociétés modernes. *Ce que j'assume ici est que les problèmes de base sur le rôle des intellectuels dans la société moderne sont universels. Cette croyance n'est pas basée sur une quelconque foi en la similarité de toutes les sociétés qui pourraient être l'objet d'études dans ce domaine. L'idée est plutôt que dans toutes les sociétés modernes les intellectuels sont le groupe le plus cosmopolite.*¹¹ Dans ce cas, en étudiant les intellectuels roumains nous devrions voir quelle est la représentation qu'ils se font de la société moderne et des problèmes qu'elle pose en Roumanie.

1.3. Quelles Sont les Principales Traditions qui ont Contribué à la Définition de l'Intellectuel ?

Notre vœux n'est pas de faire une histoire des courants intellectuels ni une interprétation de ceux-ci. Nous tenterons simplement de citer quelques repères de recherches. Nous ne voulons pas démontrer la pertinence de ces courants ou leur adaptabilité au contexte roumain, mais simplement indiquer leur existence. Nous avons établi que pour nous un intellectuel est celui qui fait partie du groupe de la société qui se dévoue à son interprétation, qui a la capacité et la volonté de formuler cette interprétation. Que l'intellectuel soit le produit de sa propre société ou qu'il dispose simplement de la faculté de l'interpréter et qu'il mette cette faculté au service d'une fonction à aspiration universelle reste un débat ouvert. Ce débat est commenté par divers intellectuels de traditions

culturelles différentes qui se positionnent par rapport à lui en fonction de leurs propres traditions.

De nombreux auteurs se sont interrogés sur la spécificité des intellectuels des pays de l'Est qui partagent de nombreux points communs entre eux, dont leurs rapports particuliers avec l'État.¹² D'autres auteurs ont vu par ailleurs une grande similarité entre les intellectuels de tous les pays non-occidentaux; dans ce cas, c'est le besoin de constituer une avant-garde dévouée à la modernisation accélérée de ces pays qui est vue comme le principal point commun.¹³ En Russie, avec, mais aussi avant le Marxisme, s'est développée la tradition de l'intelligentsia. Dans le contexte de l'existence parallèle d'une grande masse de paysans analphabètes et d'un système oligarchique de pouvoir, les intellectuels se sont définis comme une élite consciente de la Vérité et devant la répandre. Messagers du renouveau ou dénonciateurs de l'oppression, leur petit nombre a renforcé leur *sens charismatique de la vocation*, leur perception quasiment missionnaire de leur rôle.

La tradition libérale met l'accent sur l'éducation, la critique et la culture en tant que garant de la liberté et du progrès. Cette tradition définit l'intellectuel moderne comme s'étant constitué à partir du Siècle des Lumières. Le refus des dogmes, l'abandon des vérités taboues au profit de la foi en la rationalité et la critique sont les principaux repères de la définition de cette tradition.¹⁴ Comme l'ingénieur ou le médecin, dans la tradition libérale, l'intellectuel est celui qui chasse l'ignorance, accommode les contraintes et assure la rationalisation du comportement humain pour son bien être. La fonction d'interprétation de la société revient ainsi à l'intellectuel non pas en fonction d'un don ou d'une mission quelconque, mais simplement parce qu'il est le plus doué au sens strict du terme pour celle-ci. La maîtrise du savoir devient la clé d'accès au rôle de représentant de la société. En France, Foucault soutient qu'en raison de leur compétence les intellectuels prétendent au monopole du savoir et de l'aptitude à dresser seuls l'analyse véridique des rapports sociaux.¹⁵ Un modèle serait celui de la haute administration civile dans les pays anglo-saxons; les fonctionnaires qu'elle emploie, se trouvant tour à tour dans l'opposition ou au pouvoir, partagent la même confiance dans le libéralisme et dans l'éducation comme garante de la promotion sociale. Dans cette tradition, la distinction entre facultés institutionnalisées (par exemple fonctions d'État) et facultés non-institutionnalisées (intellectuels œuvrant pour leur propre compte ou dans le secteur privé) n'est pas essentielle, c'est le savoir qui compte et l'accès à celui-ci implique une certaine forme de pouvoir. Voilà

une grande différence avec d'autres traditions, dans lesquelles, les intellectuels, se développant en opposition à un pouvoir en place se voient eux-mêmes investis d'un rôle messianique (l'intelligentsia).

Même avant l'affaire Dreyfuss (1896) apparaissent en France les premières manifestations de l'aspiration à une légitimité supérieure, celle intellectuelle. Dans un article paru dans le Figaro du 24 décembre 1889, un collectif de 54 écrivains protestent contre les intimidations que posent les autorités contre un roman de Lucien Descaves – roman accusé d'antimilitarisme –. *Cette protestation rompt sur trois points avec la tradition qui réglait les rapports entre les hommes de lettres et le pouvoir. Le texte évoque un principe, l'indépendance de l'écrivain, s'appuie sur un état de fait sur lequel on ne peut revenir (nous avons pris l'habitude de la liberté) et utilise, avec la pétition professionnelle, la tactique du lobby spécifique des régimes parlementaires. Les auteurs refusent ainsi de se placer sur le terrain de l'adversaire en évacuant la question de fond : le livre est-il ou non antimilitariste ? Le manifeste prend de la hauteur et joue sur le pouvoir symbolique des noms, pour la plupart connus, placés sans ordre net, si ce n'est celui de la mobilisation progressive et de la notoriété relative.*¹⁶ Bientôt, avec l'affaire Dreyfuss, la pratique se généralise, et le pouvoir lui-même doit rassembler le soutien d'autres intellectuels pour débattre (et donc implicitement reconnaître l'importance de ce débat) avec d'autres intellectuels qui l'accusent. Le début du siècle est l'époque de la naissance d'une tradition, dans laquelle, les intellectuels engagés d'un côté ou de l'autre du spectre politique deviennent des interlocuteurs légitimes et quasi exclusifs du débat qu'eux-mêmes lancent. Les intellectuels, membres d'une certaine élite républicaine utilisent un langage, et des rituels symboliques dont la légitimité repose sur leur propre statut, sur leur vocation. La tâche d'interpréter la société leur revient de par ces qualités. A la différence du modèle anglo-saxon, ici le savoir n'est pas seul garant de légitimité, il faut qu'il soit entouré de cet aura symbolique d'indépendance, de vocation, d'appartenance à une identité collective à aspiration élitiste et même de l'engagement envers certaines valeurs (voir plus bas).

Ce qu'ont en commun les tenants de la tradition libérale de l'intellectuel est, nous l'avons vu, la foi en la rationalité. Cette tradition se voit comme étant la seule légitime car elle seule dispose de la faculté de critiquer, de démasquer les mythes et les idéologies, de viser l'objectivité à travers l'indépendance d'esprit (obtenue grâce à l'éducation et au savoir). Au plan normatif, cet usage de la raison est implicitement vu comme étant le seul à soutenir le progrès de la société. En l'absence de la Vérité absolue,

les intellectuels affirment la suprématie de la recherche critique, rationnelle des vérités relatives, comme la moins vulnérable à l'erreur et à l'illusion. Un dernier aspect normatif de cette tradition libérale, est qu'elle ne se considère pas elle-même comme étant animée par une idéologie ou des mythes contrairement aux autres traditions ou idéologies politiques qu'elle combat. Enfin, lorsque certains intellectuels reconnaissent que tous les fondements ontologiques de cette tradition libérale impliquent des valeurs normatives occidentales (rôle de la pensée critique, foi dans le progrès...), ils le font en soulignant que ces valeurs sont de plus en plus assimilées par d'autres cultures. *Idéaliser la créativité individuelle et l'innovation, ce sont des valeurs normatives occidentales, et non pas des valeurs universelles. Mais c'est une perspective de plus en plus intériorisée par les cultures et les minorités du monde entier.*¹⁷

Enfin, certains auteurs ont parlé d'une grande tradition romantique de l'intellectuel, tradition dont deux grandes branches peuvent être identifiées : l'aristocratie élitiste et le populisme utopique. *Le courant aristocratique du romantisme penche vers l'élitisme et le conservatisme culturel et a donné naissance à une conception de l'intellectuel en tant que défenseur des standards culturels contre les méfaits du marché et de la pression des masses. L'utopie populiste tente de parler au peuple alors qu'elle glorifie à la fois l'expérience individuelle, comme un bastion contre l'intrusion de la civilisation moderne. Le rôle de l'intellectuel ici n'était pas tellement l'éducation ou l'orientation des masses, mais l'expression de l'esprit de la communauté, et par ceci, son rappel et sa renaissance pour les autres.*¹⁸

1.4. Quel Doit Être le Rôle de l'Intellectuel ?

Nous avons vu que l'intellectuel est le lettré qui est pourvu de la faculté de représenter un message, à aspiration civique, sociale ou politique, qui s'y sent destiné. Conformément à la tradition qui le définit, l'intellectuel peut être vu soit comme étant le produit complexe de sa propre culture-contexte, soit comme l'annonciateur des idées universelles de cette culture. Clerc assurant le magistère rationnel de sa société, agent du progrès de celle-ci ou gardien de ses manifestations traditionnelles, chacune des traditions de la définition de l'intellectuel lui assigne un rôle distinct. Ce qui est tout à fait fondamental est que dans chacune de ces traditions, le rôle de l'intellectuel est d'être le représentant de la Vérité – seulement celle-ci est vue différemment. *L'intellectuel a toujours pensé comme évidence qu'il luttait pour la Vérité. Aussi bien dans son activité critique*

*que dans l'affirmation idéologique, il pensait qu'il dénonçait l'erreur et qu'il énonçait le vrai».*¹⁹

Le premier rôle est celui qui assigne à l'intellectuel la souveraineté du champ intellectuel et un statut au dessus des rivalités politiques et sociales. C'est le modèle de Julien Benda (1927, *La trahison des clercs*) qui soutient que les intellectuels authentiques sont ceux qui n'ont pas de buts pratiques, qui sont moralement purs. Pour Benda, les rivalités de la politique moderne basées sur des particularismes et des passions (de classe, de race, de nation...) étaient irrationnelles de par leur propre nature, et par conséquent indignes des intellectuels.²⁰ Ceux-ci doivent maintenir leur esprit critique toujours en éveil et éviter de sombrer dans une quelconque allégeance. La légitimité de représentant de la société revenait à l'intellectuel - et à lui seul - de par le fait de son indépendance et son non-engagement.

Benda lui-même avait du mal à suggérer plus que quelques exemples de ces intellectuels purs et même ces modèles furent contestés comme étant eux-mêmes la proie de leurs propres passions (Spinoza, Jésus...). D'autres critiques ont visé le fait que la légitimité d'interprétation soit refusée aux intellectuels engagés. L'objectivité absolue est impossible et par ailleurs, c'est une valeur née dans un contexte culturel occidental. Autrement dit, dans une autre culture, l'intellectuel idéal de Benda, parfaitement objectif et indépendant, ne serait pas nécessairement vu comme ayant de la légitimité.

Le modèle de l'intellectuel objectif nous intéresse davantage comme un dessein que comme un aboutissement. L'aspiration à l'objectivité a pour corollaire la liberté de la pensée critique. La plupart des intellectuels contemporains se reconnaissent des affinités avec certaines valeurs culturelles ou sociales, mais continuent néanmoins de mettre l'accent sur l'usage de l'esprit critique et de la liberté de pensée pour assurer la légitimité de leurs facultés d'interprétation. *Ce que j'essayais de suggérer était que les standards de Vérité sur la misère humaine ou l'oppression devaient être maintenus malgré les liens individuels que l'intellectuel cultive avec un parti, des racines nationales ou d'autres rapports. Rien ne défigure davantage la performance publique de l'intellectuel que l'aveuglement, le silence prudent, les éclats patriotiques ou les trahisons envers ses propres principes. La tentative de maintenir un seul standard universel comme thème joue un rôle important dans ma perception de l'intellectuel.*²¹

Le deuxième rôle, à l'opposé du premier, soutient l'engagement actif de l'intellectuel au service des idées et des valeurs qu'il défend. Dans cette optique, c'est à l'intellectuel, conscience de sa société, que revient

la tâche d'assurer son interprétation. Or cette interprétation ne peut se faire d'une façon abstraite, purement théorique, l'intellectuel doit associer sa raison à la faculté d'engagement concret et affectif. La sensibilité sociale de l'intellectuel est vue à la fois comme la source de ses facultés interprétatives (l'intellectuel a été formé dans un certain contexte culturel) et comme le but de celles-ci. Ce n'est que dans la corrélation de sa faculté de représentation à des liens palpables avec la société étudiée que se retrouve la légitimité de l'intellectuel.

Avec la Révolution française, et l'apparition des idéologies populaires, les intellectuels engagés ne sont plus seulement des philosophes éclairant le souverain, mais aussi des défenseurs des idéaux du peuple. Avec le début du siècle, se produit une autre séparation théorique des intellectuels engagés : la droite et la gauche. Les intellectuels de droite seront ceux qui seront engagés au service des valeurs traditionnelles, nationales, les rituels classiques et la soumission des autres idées à l'ordre de celles-ci. Les intellectuels de gauche se donneront pour mission de soutenir l'universalisme, les droits de l'homme, la liberté comme valeur absolue etc.

Avec la guerre d'Espagne se dessine l'image idyllique de l'intellectuel engagé; l'arme à la main, il est de tous les combats et il ne s'arrête que pour agripper son crayon. C'est l'époque de l'espoir. Mais après la guerre mondiale, l'image de l'intellectuel engagé se ternit aussi. L'intellectuel de droite est accusé de soutenir les autoritarismes, de représenter le pouvoir ou le colonialisme, en un mot d'être antidémocratique. La dérive philosophique de Heidegger est dénoncée comme faisant partie de la même dynamique que celle de la propagande nazie. L'accession au pouvoir d'un intellectuel engagé – Malraux –, jadis symbole du combat pour la liberté est vue comme une trahison.

A gauche aussi, les intellectuels engagés sortent déshonorés et affaiblis par leur propre aveuglement. Leur fidélité idéologique au marxisme, l'ignorance de la réalité des régimes communistes, le soutien à des régimes antidémocratiques pour des raisons idéologiques (« il ne faut pas désespérer Billancourt ! » disait Sartre) contribuent à démystifier la légitimité absolue de celle-ci. En 1974, l'apparition de Soljenitsyne secoue le monde intellectuel occidental – alors majoritairement de gauche – en lui rappelant que son devoir est d'être du côté de la Vérité.

Mais les intellectuels engagés, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont toujours été convaincus de lutter pour la Vérité. A la lumière des expériences de notre siècle, certains théoriciens contemporains ont ajouté

des réflexions intéressantes sur la notion d'intellectuel engagé. Bourdieu a introduit la notion de capital symbolique ou culturel pour la possession et le développement duquel, les intellectuels se retrouvent en concurrence et établissent leur propre définition d'eux-mêmes.²² La gauche et la droite, la démocratie ou un idéal politique ne sont que des valeurs pour la légitimité desquels les intellectuels engagés combattent. Elias a suggéré que, quelque soit l'enjeu, la *Culture*, la *Science*, la *Vérité* ou d'autres valeurs, on peut parler d'une rivalité pour leur monopole; les invoquer, c'est établir une hiérarchie entre ceux qui les définissent et les autres, y prétendre, c'est justifier sa position sociale, c'est mettre une frontière entre la légitimité de la position des élites - les intellectuels – et les autres.²³

La définition de l'intellectuel implique, nous l'avons vu plus haut, l'aptitude de celui-ci de se prononcer sur des sujets à portée sociale, civique ou politique, qui dépassent le cadre strict dans lequel se déroule son activité. Au-delà de cette aptitude, l'intellectuel engagé sera celui, qui mettra au service des valeurs qui l'animent, sa volonté mais aussi son implication concrète. Cet engagement tangible peut s'exprimer de divers façons : soutien ou fondation d'un parti politique, démarches conjuguées aux mouvements sociaux, agitation médiatique, implication personnelle allant jusqu'à risquer sa vie.. Symboliquement, cet engagement signifie pour l'intellectuel l'abandon de sa tour d'ivoire et la descente dans l'arène. Il exprime la soumission de la légitimité intellectuelle (rationnelle, élitiste) à un idéal ou à des valeurs considérées comme suprêmes.

Entre l'utopie de l'objectivité absolue, et la dérive idéologique des intellectuels engagés, se dessine un autre rôle de l'intellectuel. Nous conviendrons que l'intellectuel, en tant que détenteur transitoire du rôle de la définition de la société peut certainement être manipulé par le pouvoir en place. Ce dernier peut acheter ou imposer la collaboration de certains intellectuels et s'en servir pour légitimer sa position. Tous les régimes autoritaires ont senti le besoin de trouver dans les intellectuels des émetteurs crédibles de leurs propres messages idéologiques. L'utilisation massive des intellectuels dans ce but se fait bien entendu dans les régimes non démocratiques.

Par ailleurs, l'intellectuel peut très bien refléter l'apparition d'idées alternatives qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer sur la scène politique. Ce rôle peut subsister sous une forme ou une autre même dans les sociétés autoritaires. Dans une analyse faite sur les périodes d'autoritarisme idéologique du XXème siècle, Morin a défini l'intellectuel comme celui qui travaille sur les idées.²⁴ Sa position est divisée entre sa fonction de

créateur, de producteur d'idéologie, de mythologies, d'art, et celle de récepteur critique des idées véhiculées dans l'espace de confrontation politique et sociale. Morin définit cette polarisation complémentaire et antagoniste comme héliο-ego-centrisme. *L'intellectuel a une position inconfortable entre culture et politique... il subira aussi bien les pressions du pouvoir que les pressions de la société. Si en tant que manipulateur, il est prêtre, prophète, mage, engagé, en tant que manipulé, il est peuple, dominé, révolté, hérétique et dissident.*²⁵

En tant qu'occupant passager de cet espace de définition de l'identité de la société, l'intellectuel se retrouve au cœur de la lutte politique. Le contrôle de cette espace de ré-interprétation de la société et la lutte pour la légitimité de ce contrôle sont des enjeux politiques fondamentaux dans nos sociétés. Il n'est donc pas exagéré de soutenir qu'à partir du moment où l'artiste devient intellectuel (dont à partir du moment où il met ses facultés au service de visions plus globales de la société), il entre dans la politique. Que les intellectuels soutiennent une idéologie ou une autre, qu'ils se fassent les apôtres de l'objectivité ou d'une autre valeur, ils participent à un combat politique. Il faut entendre ici politique dans son sens large, aristotélique, la politique art suprême des sociétés humaines, car il définit l'organisation des autres sciences en fonction des valeurs de cette société. Ce combat politique, ils le mènent soit au service du pouvoir en place, soit au service du peuple, soit au service des idées plus abstraites. L'enjeu de ce combat est aussi le lieu de son déroulement : l'endroit où se développe l'interprétation de la société. *La connaissance du monde social et, plus précisément, des catégories qui le rendent possible, sont l'enjeu par excellence de la lutte politique, lutte inextricable théorique et pratique pour le pouvoir de conserver ou de transformer le monde social en conservant ou en transmettant les catégories à travers lequel il est perçu.*²⁶

Un technicien qui s'interroge sur les applications sociales des découvertes scientifiques qu'il est le seul à maîtriser. Un philosophe qui abandonne temporairement la profondeur de ses méditations pour proposer un essai vulgarisateur sur les tensions politiques de la société contemporaine. Un journaliste ou un écrivain qui tente une réflexion sur l'état de la culture. Voilà quelques exemples d'occupants passagers de cet espace de représentation de la société, voilà quelques intellectuels contemporains. Le statut d'intellectuel n'est pas immuable; il n'est pas non plus acquis définitivement dans la définition que nous avons proposé. A la diversité des rôles qui lui reviennent selon les différentes traditions, il

faudrait ajouter à la définition de l'intellectuel une caractéristique supplémentaire : son caractère transitoire de détenteur du rôle d'interpréteur de la société. La faculté de représentation de la société peut être ou ne pas être exercée, elle n'entraîne pas une détérioration du statut de l'intellectuel, mais un délaissement temporaire de celui-ci. Prenons l'exemple très moderne de l'écrivain Mario Vargas Llosa, qui a été candidat à la présidence du Pérou. Nous avons là, l'image classique d'un intellectuel engagé qui met sa légitimité et sa capacité d'interprétation au service de sa société. Après l'échec de sa candidature, Mario Vargas Llosa s'est retiré à Londres, où il a renoué avec son métier traditionnel : celui des lettres. Mario Vargas Llosa n'a pas cessé d'être un intellectuel ces dernières années, mais on peut parler d'une certaine séparation de ses rôles : celui de créateur artistique et celui d'intellectuel dont l'importance symbolique varie. Lorsqu'il participe à des débats purement littéraires à l'intérieur d'un comité éditorial, l'influence de l'intellectuel Mario Vargas Llosa sur la représentation de la société devient moins significative. L'analyse de son activité revient dans ce cas aux critiques littéraires, et se fait, en tous les cas, dans un autre registre que celui qui nous intéresse, celui du rôle des intellectuels. Mais lorsque l'écrivain Mario Vargas Llosa publie un livre de mémoires sur sa vision de la campagne électorale du Pérou, il se dédie de nouveau à sa vocation d'intellectuel engagé.

Il faut signaler ici qu'il n'existe pas de critère absolu pour évaluer la pertinence des interprétations proposées par différents intellectuels. Pour Katherine Verdery, être intellectuel, *c'est émettre des prétentions de connaissance/valeurs, gagner un certain degré de reconnaissance sociale, et participer aux relations sociales sur la base de cet échange de prétention et de reconnaissance.*²⁷ Mais l'estimation de la reconnaissance de ces représentations de la société ne suit pas une formule universelle. Il s'est publié en Occident de nombreux livres sur les tragédies existant derrière le Rideau de Fer, livres qui ont été ignorés la plupart du temps. Il a fallu attendre 1974 et Soljenytsine pour révéler un bouleversement majeur dans l'interprétation que se faisait le monde intellectuel du monde communiste. Ce n'est pas seulement dans le nombre de livres vendus ou dans sa popularité publique que se mesurent les chances d'un intellectuel d'influencer l'interprétation générale de sa société. Ce n'est pas uniquement dans la profondeur de l'analyse ou dans son attachement à des valeurs précises qu'est perçue la légitimité de la représentation de la société proposée par un intellectuel. Les traditions intellectuelles sont elles mêmes

influencées par le contexte et sont conditionnés par le moment historique. Dans une certaine tradition, c'est l'indépendance de l'intellectuel, sa démarche individuelle, son aspiration à l'universel qui sont les éléments clés lui permettant de prétendre des prétentions de connaissances et une reconnaissance de celles-ci. Dans d'autres traditions, c'est l'attachement de l'intellectuel à un idéal collectif (politique, social, culturel...) qui forme la base de sa légitimité.²⁸ Il y a bien entendu, entre ces extrêmes, des nombreuses nuances, à l'intérieur même de chaque contexte donné. Dans une société homogène, dans laquelle la plupart des intellectuels soutiennent un idéal collectif, l'apparition d'un seul intellectuel représentant une prétention individuelle à l'interprétation selon des valeurs différentes, peut avoir une portée significative. Ce même acte, qui serait passé inaperçu dans une société prônant une tradition intellectuelle axée sur l'innovation individuelle devient dans notre exemple signe de renouveau, contestation majeure etc.

En conclusion, la rivalité entre intellectuels, pour la prééminence de leur propre interprétation de la société suit une orientation dont le rythme et les conséquences sont commandés par les acteurs sociaux. La perception qu'ont ceux-ci du rôle et de la tradition de l'intellectuelle sont des facteurs déterminants de la reconnaissance des prétentions à la légitimité interprétative avancées par les divers intellectuels. *Ces traditions intellectuelles peuvent être accomplies, réalisées seulement par des acteurs réels vivant des vies réelles dans le contexte des relations sociales de leur époque et de leur lieu. Les traditions intellectuelles sont par conséquent exprimées à travers des individus qui construisent de nouveau le rôle de l'intellectuel dans des contextes historiques donnés. A travers ce processus, les traditions intellectuelles sont transformées au fur et à mesure qu'elles sont ressuscitées.*²⁹

Pour tenter de répondre à notre problématique, la définition du rôle des intellectuels, une analyse critique de leurs engagements ne peuvent être faits dans l'absolu, mais en tenant compte du contexte roumain. Le débat sur la légitimité des interprétations qu'ils proposent doit se porter à la lumière de la reconnaissance qu'obtiennent ces intellectuels. Or cette reconnaissance n'est pas un phénomène machinal, mais une réaction qui se produit dans un espace donné. Cet espace marque la rencontre des traditions déjà établies, des pressions politiques et sociales et du contexte culturel. Mais il faut entendre ici culture dans son sens large, qui ne se limite pas seulement à la littérature ou à l'art classique. Cette Culture redéfinit, réinvente elle-même le débat qui nous préoccupe, celui du rôle

des intellectuels. *Cette réinvention se produit dans des espaces sociaux ou des contextes locaux qui varient historiquement et culturellement. Ces contextes, en plus des institutions d'éducation supérieure déjà mentionnées, sont des mouvements sociaux et culturels. Les nouveaux mouvements sociaux ouvrent des espaces qui offrent des opportunités d'action pour les intellectuels, aussi bien ceux reconnus que les autres, et pour l'émergence de nouveaux rôles et des nouvelles tâches pour les intellectuels. C'est pour cette raison que les mouvements sociaux sont importants pour la compréhension des intellectuels, ils créent des espaces pour les citoyens ordinaires leur permettant de devenir intellectuels, ce qui signifie des individus qui dissèquent les routines et les convictions de la vie quotidienne et réfléchissent sur celles-ci d'une manière significative. En plus, dans les espaces des mouvements sociaux, les travailleurs intellectuels, les intellectuels établis trouvent des nouvelles possibilités d'appliquer et d'élargir leurs aptitudes, par exemple, ne pas se contenter d'enseigner ou de faire de la recherche en théorie sociale, mais de faire ceci avec d'autres objectifs en vue.*³⁰

1.5. L'Intellectuel Contemporain

Avant d'approfondir notre étude du cas roumain, nous souhaitons éclairer le débat avec quelques considérations générales sur l'intellectuel contemporain. Si nous acceptons l'hypothèse que le contexte culturel dans une vision large implique aussi la conscience de l'expérience des autres traditions intellectuelles, alors cette expérience ne doit pas être négligée. Arrivés au terme de notre introduction théorique au concept d'intellectuel, nous considérons que cette expérience peut nous être très utile dans la suggestion de quelques dangers qui pèsent sur l'intellectuel contemporain. Nous avons volontairement décidé de n'en retenir que trois, ce qui ne signifie pas qu'ils n'en aient pas d'autres.

Le premier danger qui pèse sur l'intellectuel moderne nous a été suggéré par Cornelius Castoriadis, philosophe français. Pour ce dernier, l'intellectuel est *celui qui dépasse sa spécialité et s'efforce d'exercer une fonction critique à l'égard des représentations et de l'organisation de sa société.*³¹ Or nous vivons en Occident à une époque où la culture est éclatée, où les idéologies sont disparues etc. Le règne de la culture médiatique contribue à former des générations entières de citoyens qui s'habituent au spectaculaire, à l'éphémère, mais délaissent complètement la capacité d'approfondissement de la réflexion. Par ailleurs, le relativisme

culturel et moral (dénoncés il y a déjà quelques années par A. Finkielkraut : *L'âme désarmée* et G. Lipovetsky, : *L'ère du vide*) s'accompagne, surtout aux États Unis du courant political correctness qui va jusqu'à nier les acquis de la culture. Le dégoût des vérités absolues, le détachement des idéologies, la phobie d'entretenir des préjugés, s'accompagne de plus en plus du refus de considérer une quelconque vision commune autre que l'acceptation sans réserves de l'individualité d'autrui. Le désir de découvertes, l'impulsion fondamentale d'Ulysse, sont niés par une attitude fréquemment adoptée : celle de l'indifférence passive. Cette attitude soutient la tolérance comme valeur absolue, refuse de considérer la possibilité d'envisager des notions de bien et de mal. Dans ce contexte, nombreux sont les intellectuels qui n'hésitent à considérer cette époque comme marquant une rupture avec les traditions occidentales de la Raison. Le doute, l'interrogation, la vocation et la confiance dans les possibilités de l'homme de comprendre ce qui lui arrive et de distinguer entre plusieurs opinions, sont autant d'aspects fondamentaux de la définition de l'intellectuel qui sont menacés aujourd'hui. Alors, si la culture scientifique reste isolée, si la culture humaniste se perd, si la culture contemporaine est incapable de produire autre chose que des images transitoires et relativistes faut-il que le rôle même des intellectuels s'évanouisse ? Allons nous assister à une Ère du vide ? Vivrons nous un Moyen Âge moderne, où les nouvelles technologies, l'individualisme, les fantasmes nouvel âge et le refus de croire en la capacité de l'homme d'interpréter sa propre société seront les maîtres mots ? *A présent, nous nous enfonçons dans le conformisme, l'adoration de ce qui est, la sanctification du fait accompli, le fétichisme de la réalité.*³² Le règne du réel marquera-t-il la fin de l'aventure intellectuelle de l'homme ?

Le deuxième danger pesant sur l'intellectuel contemporain est lui aussi introduit par les évolutions scientifiques de la société contemporaine. L'éclatement de la culture, les développements rapides des technologies, les nouveaux moyens de communications qui permettent une appréhension plus rapide d'une réalité tous les jours plus vastes marquent la fin de l'aspiration de l'homme universel. Giovanni Papini au début du siècle a été probablement le dernier grand intellectuel à vocation universelle, il a tout essayé : philosophie, politique, journalisme, enseignement, littérature, science, il n'a rien achevé. Aujourd'hui une telle ambition paraît démesurée et impossible, dans chaque domaine scientifique on assiste à une spécialisation de plus en plus poussée. *Plus haut on monte dans le système d'éducation aujourd'hui, plus on est limité*

à une sphère relativement étroite de connaissance. Personne ne peut critiquer la compétence en soi, mais quand elle implique la perte de vue de tout ce qui n'est pas dans la proximité immédiate de sa spécialité – mettons la poésie d'amour de l'époque Victorienne – et le sacrifice de sa culture générale en faveur d'une série d'idées rigides et autoritaires, cette compétence ne vaut pas le prix qu'elle exige. ... La spécialisation signifie perdre de vue l'effort constitutif de la construction de l'art ou du savoir, comme résultat, on ne peut voir le savoir et l'art comme des choix et des décisions, des engagements et des affiliations, mais seulement l'aborder avec des théories impersonnelles et des méthodologies.³³

Il est vrai que des nombreux intellectuels ont engagé leur crédibilité et se sont fourvoyés en se trompant fondamentalement sur des sujets pour lesquels ils n'avaient pas une préparation adéquate. En France, les articles de Sartre dans *Libération*, sur son voyage en URSS (1954) illustrent éloquemment cet aveuglement. Mais en dépit des nombreuses erreurs, l'abandon volontaire de l'aspiration globale constitue le renoncement à une des caractéristiques fondamentales de l'intellectuel. La sur-spécialisation constitue une réelle menace pour le statut de l'intellectuel aujourd'hui; elle accentue l'isolement des cultures et ébranle le principe même qui est à la base de la définition de l'intellectuel. Ce dernier restera-t-il une catégorie historique, définie dans le temps et limitée entre le XIX^{ème} siècle (début de son apparition en tant que sujet autonome) et la fin du XX^{ème} (accentuation de la spécialisation et abandon de l'aspiration à une compréhension globale) ?

Enfin, la dernière menace que nous voulons évoquer est celle qui pèse sur le rapport entre intellectuel, Vérité, et création artistique. L'histoire a montré que le génie d'un intellectuel n'est pas une garantie contre son engagement aux côtés des courants qui enfreignent la morale commune. Sur le plan individuel, de nombreux intellectuels se sont montrés parfaitement odieux dans leurs rapports quotidiens. Un grand poète roumain, Tudor Arghezi, réputé pour sa poésie enjouée, mettait dans son œuvre l'accent sur une vie idyllique, empreinte de rapports naturels, magnanimes dans leur simplicité. Ce même poète était par ailleurs d'une avarice extrême et d'une insensibilité sociale totale. Si nous poussons cette analyse plus loin, nous verrons que sur le plan de l'engagement, les contrastes entre l'œuvre d'un écrivain et ses actions sociales peuvent devenir dramatiques. En Roumanie, l'aveuglement allant jusqu'à l'ignorance de la société réelle, d'un écrivain et homme politique comme Iorga a aggravé un conflit politique et idéologique entre générations.

Dans l'analyse de l'impact éthique de l'engagement d'un intellectuel, la bonne connaissance du contexte historique se révèle être une nécessité incontournable. A ce sujet, on peut parler d'au moins deux positions divergentes, celle qui soutient cette identification entre le Beau, le Vrai et le Bon et celle qui la considère une utopie. *J'aimerais toutefois maintenir que même si Céline et Pound étaient antisémites, leur antisémitisme peut être seulement une part marginale, et potentiellement paradoxale de leurs écrits. En d'autres mots, un grand poète peut être tout à fait insupportable – le Beau est parfois non-Savoureux – mais en tant que poète, il n'est pas responsable pour ceci. Sa responsabilité morale et politique est annulée par sa responsabilité textuelle. Il y a un élément d'abîme dans ceci. Depuis de la publication du livre de Victor Farias,³⁴ nous savons que quelques-uns des textes de Heidegger sur la poésie et le langage, que j'ai utilisé dans cet essai, étaient publiés durant la période nazie dans des collections de la pire sorte de propagande nazie. Cela n'affecte pas leur valeur philosophique. ... Je regrette que le Vrai ne soit pas aussi le Bon et le Beau, mais je maintiens que la responsabilité textuelle pour les créateurs est due à la communauté de créateurs en tant que créateurs plutôt qu'à la morale légale, qui est vue comme universelle.*³⁵

La position contraire a été suggérée entre autres par un intellectuel hongrois qui s'est penché sur l'étude des intellectuels engagés dans son pays. Elle nous intéresse particulièrement, car c'est le genre d'argumentation que nous retrouverons fréquemment chez les intellectuels roumains ; la proximité des expériences historiques entre les deux peuples a contribué à former une approche souvent similaire dans la définition de l'intellectuel. *«L'intellectuel hongrois ne peut dire, comme le fait son collègue vivant sous d'autres cieux : "Mon royaume n'est pas de ce monde". ... Comment un tel conseil peut-il être suivi dans un pays où depuis des siècles les intellectuels ne délaissaient leurs études que pour être captivés par des tâches qui, sans être nécessairement opportunistes, étaient d'une nature pratique ou urgente ? ».*³⁶

Se rapportant à la question de la concordance entre création artistique, engagement et moralité, l'intellectuel hongrois nous propose deux critères d'appréciation. *Le premier est celui de la conformité aux circonstances historiques. Il s'agit, je l'avoue, d'un critère fragile, mais seulement les situations historiques engendrent les impératifs d'attitudes responsables. Devant le fascisme totalitaire, par exemple, l'intellectuel ne peut devenir que l'homme révolté de Camus ; un homme qui dit non. Camus est aussi celui qui définit le second critère que j'incline à appeler le devoir de neutralité : il s'agit de la modération en face des comportements*

*immodérés ; ou plutôt, comme le dit Camus, de la conscience des limites: ne pas aller trop loin ; ne pas faire du zèle ; ne pas être dogmatique ; ne pas être fanatique.*³⁷ Nous retrouverons ces idées dans la plupart des analyses faites sur le comportement des intellectuels en périodes de crise.

1.6. Notre Définition de l'Intellectuel

Arrivés au terme de notre introduction théorique, il est temps de retracer les points essentiels de notre définition de l'intellectuel, telle que nous souhaitons l'utiliser dans notre problématique.

L'intellectuel est d'abord celui qui détient une éducation supérieure. Mais la définition de l'intellectuel suppose nécessairement l'aptitude de celui-ci de se prononcer sur des sujets à portée sociale, civique ou politique, qui dépassent le cadre strict de son activité. L'intellectuel interprète la société en fonction des principes moraux, politiques ou philosophiques ; en servant ces principes, l'intellectuel se voit comme un agent de la Vérité. Au-delà de cette aptitude interprétative et de sa vocation, l'intellectuel engagé sera celui qui mettra au service des valeurs qui l'animent son implication concrète. Le statut d'intellectuel n'est pas immuable, il a un caractère transitoire, celui de détenteur du rôle d'interprète de la société dans un champs symbolique (le récepteur). Cet espace de définition de la société est l'objet de la compétition entre intellectuels et il est conditionné par les influences provenant à la fois de la société et des élites (pouvoir) de celle-ci. La reconnaissance de la représentation (le message) de la société faite par les intellectuels (les émetteurs) est le résultat de ces rapports et des tensions symboliques et sociales qui les définissent.

2) L'engagement politique au nom de la légitimité intellectuelle en Roumanie après 1989 – les intellectuels en tant qu'élites politiques.

La chute du communisme (1989) a entraîné en Roumanie des bouleversements importants, surtout sur le plan de fonctionnement des structures politiques. D'un système fermé, contrôlé par l'administration du parti communiste et à son niveau supérieur par les proches du dictateur Ceaușescu, la société est passée brusquement à une redéfinition des structures du pouvoir. L'éclatement du système communiste n'a pas seulement renversé une dictature, il a ouvert la voie de l'influence politique

à des catégories sociales diverses, dont les rôles premiers étaient des fonctions culturelles, médiatiques, économiques. Ces nouvelles élites rivalisent avec les anciennes élites ou les élites politiques reconverties pour la domination du pouvoir politique en Roumanie. En même temps, il est évident aujourd'hui que dans des pays comme la Pologne ou la Hongrie, où une certaine marge d'autonomie de la société civile existait, des forces politiques capables de conduire la transition démocratique ont pu commencer à se former avant la chute du régime communiste. Avec Timothy Garton Ash et d'autres auteurs, nous pensons que la nature des régimes communistes d'avant leur chute a déterminé le caractère, le rythme et la nature de la transition démocratique. La théorie des élites s'est développée pour tenir compte de l'évolution des sociétés contemporaines, du pluralisme démocratique et du rôle de la société civile. Ainsi, sont considérés comme faisant partie de l'élite, les personnes détenant des fonctions importantes dans le domaine politique, économique, militaire, mass médias ou académique: *les personnes aptes, en vertu de leur positions d'autorité dans les organisations de pouvoir et des mouvements de ce type d'affecter les résultats politiques de manière régulière et significative.*³⁸ Il s'agit principalement des acteurs importants, qui détiennent des positions de décideurs, dans les organisations politiques, gouvernementales, économiques, militaires, professionnelles, culturelles etc. Le dictionnaire de sociologie roumain définit l'élite comme *un groupe social qui a monopolisé le pouvoir et l'autorité, en les exerçant à travers une forme ou une autre de domination politique, économique, culturelle.*³⁹ La définition classique de Pareto fait abstraction dans l'analyse des élites de l'aspect moral, en les distinguant des autres selon le critère valorique, de performance, d'excellence dans leur domaine d'activité : *En présupposant qu'on peut accorder des indices à chaque individu, en rapport avec sa branche d'activité à travers laquelle nous pouvons caractériser ses capacités de la manière dont on évalue ses performances à un examen, nous serons en mesure d'attribuer à celui qui excelle dans sa profession l'indice 10, celui qui gagne des millions aura 6 et celui qui parvient à ne pas mourir de faim, on lui donne 1.*⁴⁰

2.1. Les Élitistes – Élités Politiques et Intellectuels

Par groupe *élitiste* nous entendons décrire ce groupe d'intérêt politique formé par une partie des intellectuels roumains actifs dans la vie publique depuis 1989. Le point commun de ces élites politiques est qu'ils jouent

sur la légitimité offerte par leur statut d'intellectuels pour agir dans le champ politique. A la différence d'autres intellectuels qui ne s'impliquent pas dans des activités politiques et des intellectuels qui font de la politique au nom d'une légitimité différente (nationaliste, idéologique...), les *élites* font de la politique au nom de leur statut d'intellectuels. D'autres appellations qui leur sont accordées par leurs adversaires sont celles de *moralistes* ou *intellectuels mouvance GDS* et même *les Européens de nulle part*.⁴¹ Eux-mêmes préfèrent se définir comme *les élites intellectuelles* ou les *représentants de la société civile*. Ce groupe, formé initialement sous le nom de GDS (Groupe pour le Dialogue social) réunit à ses débuts (janvier 1990) surtout des intellectuels qui n'avaient pas détenu des fonctions publiques importantes auparavant. Rapidement ces intellectuels entreront dans la lutte politique, avec une légitimité qu'ils présentent à la fois comme morale et culturelle.

Ces intellectuels ont été privilégiés par le fait que depuis 1988 au moins, certains d'entre-eux entretenaient des relations relativement étroites avec l'émigration roumaine établie en France et en Allemagne impliquée dans les médias. Ainsi Radio Free Europe (en roumain), la BBC, la Deutsche Welle et les journaux écrits et télévisés français ont publié ou diffusé à plusieurs reprises entre 1988 et 1989 des entrevues avec les intellectuels roumains. Lors de la pire période de l'époque Ceaușescu, une nouvelle génération d'intellectuels roumains fait entendre sa voix dans les médias occidentaux, bien souvent avec l'appui des émigrants de longue date comme Monica Lovinescu, Paul Goma ou E. Ionesco à Paris. La plupart du temps ces interventions sont d'ordre artistique, mais elles abordent aussi des thèmes généraux liés à la condition des intellectuels roumains et aux problèmes qu'ils affrontaient lors de la dictature. Ce qui est intéressant à relever est que ceux qui font leur apparition sur la scène médiatique occidentale en 1988-1989 sont une minorité parmi les intellectuels roumains, mais aussi que c'est précisément cette minorité qui prendra le contrôle des médias culturels les plus influents après 1989 et qui s'érigeront en tant qu'élites politiques alternatives. Ainsi les poètes Mircea Dinescu et Ana Blandiana, Andrei Pleșu, Gabriel Liiceanu et Mihai Șora les philosophes, le physicien Gabriel Andreescu, les écrivains Gabriela Adameșteanu, Dan Petrescu et A. Paleologu, Sorin Antohi deviendront tous des acteurs importants de la scène publique (médiatique et politique) après 1989. La majorité des intellectuels roumains qui est restée silencieuse avant 1989 ou qui n'avaient pas de lien avec l'émigration roumaine ou les médias occidentaux ne sont jamais rapprochés de ce

groupe par la suite.⁴² Et après 1989, lors de la création ou de la prise de contrôle des médias culturels porteurs du message élitiste ce sont ces mêmes personnes citées plus haut et seulement elles qui en seront les dirigeants. Dès 1990, avec la création du Groupe pour le Dialogue Social le ton est donné. Les médias occidentaux, français et allemands surtout viennent recueillir leurs informations auprès des sources qu'ils connaissent le mieux : la filière des intellectuels déjà connus à l'Ouest. Dès février 1990, deux institutions importantes sont fondées : les éditions Humanitas (reprise par G. Liiceanu d'une maison d'édition d'état) et la revue 22, porte parole officiel du GDS. Les autres membres de ce groupe, comme les écrivains Stelian Tanase, Mihai Şora ou la journaliste Gabriela Adameşteanu visent à le transformer en un *forum de débat civique, de dialogue social entre les intellectuels et la population*, comme ils le déclarent à Adam Michnik en janvier 1990.⁴³ Dès le début, le dilemme de l'engagement politique de ces intellectuels se pose dans les termes dans lesquels il restera valide pour une longue période. Certains d'entre eux, comme Andrei Pleşu le philosophe, Ion Caramitru l'acteur et Gabriel Andreescu, qui deviennent membres du CNFSN jusqu'aux élections de mai 1990, choisissent l'engagement. D'autres, comme A. Paleologu, historien francophile qui est nommé ambassadeur à Paris, acceptent la fonction politique comme une faveur, en continuant de plaider pour le non-engagement et en critiquant le gouvernement. Quoiqu'il en soit, la tentation de faire de la politique tout en s'arrogeant le rôle d'arbitre de la société restera longtemps présente dans le GDS. Lors des élections de mai 1990, le GDS a présenté une liste électorale indépendante mais n'a pas réussi à faire élire le moindre député. En novembre 1990, sous le sigle de l'Alliance civique, le mouvement renaît. De son conseil directeur font partie surtout des intellectuels humanistes : le critique Nicolae Manolescu, le journaliste P.M. Băcanu, les écrivains G. Andreescu, S. Tănase, A. Blandiana, M. Şora. Une année plus tard, une partie de l'Alliance Civique, sous l'appellation Parti de l'alliance civique, s'engagera dans la lutte électorale.

2.2. *Légitimité et Discours Politique*

Le groupe élitiste formé par des intellectuels lancés après 1990 dans le débat politique s'est arrogé une double position : celle de principale voix critique du pouvoir et celle d'arbitre moral de la société. Ce rôle a été rendu extrêmement incommode par la persistance du débat sur

l'implication directe ou indirecte dans la politique. La légitimité sur laquelle se basait le groupe élitiste était d'une double nature : intellectuelle et morale. La présence de nombreuses personnalités intellectuelles et artistiques dans ce groupe est devenue la base de la prétention à une légitimité de nature culturelle. Basé sur la tradition messianique des intellectuels roumains, cet appel avait des fortes résonances historiques qui venaient remplacer l'image des intellectuels collaborateurs passifs du pouvoir communiste. L'autre argument utilisé était d'ordre moral. *Les valeurs constituaient l'armement stratégique de l'élite intellectuelle. Celle-ci a monté rapidement, face au pouvoir une sorte de maquette d'une société basée spontanément sur la démocratie, la liberté, la vérité.*⁴⁴ Impliqués dans le débat politique et directement dans la politique à travers des nominations dans des postes de l'administration, les élitistes ont systématiquement insisté sur leur façon *différente* de faire de la politique (la politique morale, la politique de la vérité, la politique intelligente).

Le discours politique des élitistes s'articule selon deux thèmes principaux : celui de la moralité (moralisation) et celui de la légitimité supérieure que détient leur groupe à jouer un rôle dans la politique (critique et plus rarement directe). Le discours moralisant se veut culpabilisateur à l'égard de la majorité de la population et de la société qu'elle voit *infectée* (*par la maladie communiste*). Face à cette *maladie* le rôle des élites intellectuelles est de promouvoir la vérité et d'éduquer la population, comme *médecins spirituels*. Les élitistes ont construit un discours basé sur cette mythologie de voyage purificateur que la société devait entreprendre à partir de la réflexion qu'ils proposaient. *La voie que nous avons choisie sous le slogan du bon goût, de la vérité, ou du livre qui dure ne peut être celle du gain matériel mais celle d'une mission, une voie difficile, noble et risquée, soigner au cours des années suivantes l'esprit d'une société qui est sortie de la nuit de l'histoire.*⁴⁵ Il s'agit donc d'un combat sacré pour la renaissance spirituelle du pays, pour sa guérison et contre le communisme et ses apôtres. Dans cette vision le communisme est étiqueté comme *le mal absolu* représenté par ses manifestations les plus effroyables : camps de concentration, procès et exécutions sommaires, expropriations, terreur organisée. La plupart des images et des exemples utilisés datent des années '50, et sont donc complètement désuètes et insuffisantes pour la compréhension même du système communiste développé lors de la dictature de Ceaușescu. L'objectif poursuivi était de déclencher un procès du communisme et provoquer l'éveil des consciences de manière à pouvoir contester et combattre efficacement

les dirigeants de la Roumanie des années '90 qui avaient profité du système communiste. Ce discours ignore complètement la dimension populaire de l'appui pour le système communiste et les changements (institutionnels et sociaux) introduits par ce même système. Lorsque le groupe des intellectuels élitistes s'organise, début 1990, ils parviennent à mobiliser un support en faveur de leurs idées, mais soulèvent une tempête d'indignation de la part de la majorité de la population et s'attirent l'hostilité des institutions de l'administration de l'Etat.⁴⁶ La proclamation de Timișoara, rédigée par des sympathisants du groupe élitiste, est vue à son tour comme une manœuvre visant à exclure par voie anti-démocratique les adversaires politiques les plus redoutables des élitistes. A partir de cette proclamation, les élitistes seront accusés à leur tour de pratiquer un anti-communisme de type communiste, c'est à dire doctrinaire, anti-populaire, inflexible.

La nature même du message moralisateur proposé par les élitistes le rendait confus et suscitait peu de popularité. L'insistance de certains leaders (Paler ou Liceanu) sur une culpabilité générale, sur les divers niveaux de celle-ci, sur le refus de la personnaliser⁴⁷ a fait peu d'adeptes. Un *procès du communisme* sans accusés, sans débats, sans coupables identifiés de manière précise est devenu impossible à promouvoir et s'est transformé en un simple discours intellectualiste de nature rhétorique que personne ne suivait. D'autres critiques, comme Monica Lovinescu intellectuel roumain exilé à Paris, ont carrément considéré cette approche de la culpabilité générale comme une mise en scène permettant à certains des intellectuels coupables eux mêmes d'avoir collaboré avec le régime communiste (l'éditorialiste Paler, ancien membre du CC est un bon exemple) de jouer les moralisateurs sans risquer de spécifier les responsabilités qui incombaient à chacun.⁴⁸

Le discours sur la légitimité présente le groupe élitiste comme ayant une légitimité supérieure à celle d'autres élites politiques (et à la majorité de la population) lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la société. Cette légitimité est plus grande parce que selon sa propre interprétation, ce groupe n'a pas d'intérêts matériels, bénéficie d'une meilleure éducation et se pose les vrais problèmes. Il s'agit en résumé *des Roumains ayant par miracle un autre code génétique, d'autres instincts, d'autres goûts, d'autres talents. Ces derniers sont les créateurs des bibliothèques, les seuls endroits où l'appellation de Roumain est respectable, c'est à dire dans la culture.*⁴⁹ Le combat politique mené par le groupe élitiste vise donc à asseoir leur légitimité comme arbitre influent et critique mais aussi pour promouvoir

et établir les références et les valeurs capables d'assurer cette légitimité. Ainsi, le soutien à une vision messianique de la culture élitiste devient le meilleur garant de la reconnaissance de la crédibilité des élitistes dans le domaine politique. Car que peut ce groupe élitiste dans le débat politique ? La *moralité* et *l'esprit critique* sont le plus souvent énoncés. Ensuite selon plusieurs interprétations, l'éducation supérieure et l'expérience professionnelle des intellectuels de ce groupe les a bien préparés pour la gestion des affaires politiques. En tous cas cette éducation les rend plus compétentes que leurs rivaux de la technocratie ou de l'ancienne classe de dirigeants de l'administration d'Etat. *A la différence de la classe de la nomenklatura qui est une classe sans classes, de personnes qui ont perdu leur origine sociale et leur compétences professionnelles, dans la mesure où ils ont eu de telles compétences, les intellectuels... sont des experts dans un domaine ou dans un autre.... Ils connaissent au moins un domaine d'activité dans lequel ils peuvent intervenir d'une façon compétente... d'un autre côté il y a des fortes chances qu'un homme qui sache faire bien une chose puisse en faire une seconde, par exemple la politique, de façon satisfaisante.*⁵⁰ Enfin, le *pragmatisme*, issu de la capacité de comparer et d'évaluer propre aux intellectuels est fréquemment cité comme une qualité justifiant l'intervention de ceux-ci dans la vie politique.

Bien que très présent comme thème politique majeur chez les autres groupes, l'Europe tient une place très importante dans le discours des élitistes. En fait, *l'Europe, toujours invoquée dans les discours des élites des débuts des années 90 était plutôt un continent idéal, une espèce de mythe des origines qui imposait d'urgence le retour, une république des valeurs un peu dépassée et bourgeoise mais encore attirante.*⁵¹ Cette destination idéale que les élitistes connaissaient le mieux selon eux (grâce à leurs nombreux contacts avec les centres universitaires occidentaux) offrait aux élitistes une puissante justification de leur crédibilité politique et appuyait les demandes qu'ils faisaient pour accroître leur influence. De nombreux articles ont été écrits par les membres du groupe élitiste sur les sujets impliquant cet idéal, cette Europe mythique. Certains de ces articles ont été publiés sous forme de recueil de textes,⁵² ils ont tous en commun cette approche strictement culturelle et quasi mythologique de l'idée européenne, l'ignorance de l'Europe en tant qu'institution politique et économique et des questions institutionnelles, organisationnelles et sociales qu'elle implique. Ce n'est donc pas l'Europe contemporaine que les élitistes revendiquent comme appartenance, mais bien une *Europe mythique.*⁵³

2.3. *Contrôle des Institutions*

Le groupe des élitistes contrôle principalement des institutions culturelles privées et publiques. Dès 1990, la question d'une participation directe à des fonctions publiques s'est posé pour certains de ses leaders (G. Andreescu, A. Blandiana, D. Cornea, A. Pleșu). Leur participation directe au FSN ne dure que quelques mois, suite à quoi d'autres formes d'engagement prennent le dessus. Le Ministère de la Culture est détenu par A. Pleșu entre décembre 1989 et octobre 1991.

Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) fondé en janvier 1990 deviendra une des institutions les plus importantes des élitistes. Un immeuble somptueux, au centre ville de Bucarest (120 C. Victoriei) leur est confié par l'administration d'Etat dès cette période. On y organisera rapidement des colloques, des conférences, des débats politiques. C'est là aussi que se trouve la rédaction de l'hebdomadaire 22, principal émetteur du message politique et social du groupe.

Rapidement des sources de financement externes sont identifiées pour appuyer les actions du GDS. Il s'agit principalement des fonds des fondations étrangères qui viennent appuyer la création des premières institutions de la société civile. Dès février 1990, le financier Soros fait une visite au GDS et propose la somme d'un million \$ pour l'ouverture d'une fondation portant son nom. Le premier président en sera le sociologue Alin Teodorescu et le conseil de directeurs comprendra plusieurs personnalités du GDS. Les premiers programmes établis sont ceux permettant la participation des membres du GDS et d'autres intellectuels à des conférences internationales. Dès 1991, la Fondation Soros de Roumanie deviendra un bailleur important de fonds du GDS et des alliés du groupe élitiste. Les trois grandes directions de programmes développées seront l'appui à la communication, à l'éducation et à la société civile. Entre 1991 et 1996, plus de 50 millions \$ seront dépensés par cette fondation pour ses activités en Roumanie et en financements accordés⁵⁴ à plus de 5000 bénéficiaires (associations ou personnes privées). La procédure d'octroi de financements était assez complexe et requérait entre autres des recommandations de personnalités culturelles reconnues et le vote d'une majorité de membres du jury interne de cette fondation. Durant toute cette période, ce jury était formé en majorité de personnalités proches du groupe des élitistes ce qui accordait à celui-ci une forte influence sur les décisions de financements.⁵⁵ Ainsi, outre la participation à des conférences internationales, les dotations en matériel, la publication de livres, l'achat de publications et équipements de l'étranger et des

allocations de recherche les fonds de la Fondation permettaient aussi à ceux qui en bénéficiaient d'acquérir une indépendance financière et de consolider leur statut *d'élites de la société civile* selon l'appellation interne. Ces élites à leur tour bénéficiaient d'une influence et d'un pouvoir (financier en l'occurrence) leur permettant de sélectionner et de promouvoir à leur tour les élites qui leur étaient proches.

L'objectif officiel de la fondation Soros était de promouvoir la consolidation de la société démocratique à travers le soutien aux initiatives privées et individuelles. Ainsi les programmes financés étaient de préférence de courte durée, n'impliquaient pas d'engagement institutionnel et en principe offraient des financements limités (entre quelques centaines et quelques milliers de dollars). D'autre part, sous certaines conditions, la fondation offrait aussi des financements de type institutionnel, c'est à dire permettant l'établissement de nouvelles institutions, la prise en charge du fonctionnement de celles-ci et l'octroi des sommes importantes pour l'organisation d'événements spéciaux. Votées par un jury proche du groupe élitiste, à base de recommandations de personnalités proches de celui-ci, ces financements importants revenaient d'une façon inattendue aux alliés de celui-ci. Sur 39 financements accordés et dépassant la somme de 10,000 \$ que nous avons identifié entre 1993 et 1997 dans les programmes de développement de la société civile, 24 sont revenus à des alliés proches du groupe élitiste⁵⁶. La même proportion se retrouve dans les programmes d'éducation et de communication, la Fondation Soros prenant en charge la publication de la plupart des titres édités par le groupe élitiste⁵⁷.

Les hebdomadaires *22* et *Dilema* sont les principaux médias contrôlés directement par le groupe élitiste. Le premier, officiel du GDS avec un tirage, d'environ 10,000 par semaine, comporte des rubriques permanentes de politique, culture et société, et il est financé par les fonds propres du GDS et les fonds des fondations internationales. Au cours des années, les plus connus des signataires sont restés les mêmes: Gabriela Adameşteanu, Andrei Cornea, Gabriel Andreescu, Ana Blandiana, etc. *Dilema*, avec un tirage similaire, est financé par la Fondation Culturelle Roumaine (qui est une institution para-publique) et reçoit des fonds de l'Etat. Le directeur en est Andrei Pleşu, ancien ministre de la culture et la politique éditoriale est celle des numéros spécialisés.⁵⁸ Outre les habitués du groupe, *Dilema* demande aussi des contributions diverses à des experts extérieurs qui sont pour la plupart proches des élites technocratiques.

Le groupe élitiste contrôle aussi d'autres revues culturelles, en fait la plupart des revues de littérature qui ont survécu grâce à des financements

extérieurs; les plus connues sont la revue *Equinox* (Université de Cluj) et *România Literară* (Nicolae Manolescu). Enfin, le quotidien national *România Liberă* est dirigé par P.M. Băcanu et par O. Paler, deux figures importantes du groupe élitiste et il ouvre la possibilité aux autres membres du groupe d'écrire un éditorial quotidien. Ce journal deviendra le média le plus important de l'opposition servant à la fois les intérêts du groupe élitiste que ceux des conservateurs du parti national paysan chrétien.⁵⁹

Dans l'ensemble, ces médias se veulent inspirés par le but de *garder un rôle strictement éducatif et pédagogique dans la formation d'une culture politique démocratique et une propension au retrait dans la sphère de la culture.*⁶⁰

Dans les universités, ce sont les facultés des sciences humaines et principalement celle d'histoire, de philosophie et de sciences politiques qui sont acquises aux intérêts du groupe élitiste. Les évolutions dans la structure de l'enseignement, l'afflux des étudiants vers les facultés de sciences humaines et les appuis financiers extérieurs importants disponibles contribuent à l'accroissement de l'influence de ces facultés. La faculté d'histoire, avec le doyen Zoe Petre, conseillère présidentielle (1996-2000) et celle de philosophie (où enseigne entre autres A. Pleșu) sont parmi les facultés qui bénéficient le plus de ce fonds qui servent à la publication de livres, l'organisation d'échanges internationaux et de conférences. La faculté de sciences politiques, fondée en 1994, reçoit aussi des financements extérieurs, principalement d'origine française, grâce à son programme d'enseignement classique en français; elle est dirigée aussi par des proches du GDS. Par contre, les élitistes sont notoirement absents de l'enseignement technique et économique où ils recrutent très peu d'appuis.

Institution phare du groupe, le GDS est à son tour à l'origine de la création de nouvelles institutions sur le même modèle. De nombreuses associations prennent naissance avec à leur tête des proches du groupe. La Fondation de la Société Civile édite régulièrement un magazine de sciences politiques intitulée *Sfera Politicii*, financé entre autres par la Fondation Soros. On y trouve des articles et des rubriques d'analyse politique et sociale et les signatures des principaux historiens et politologues proches du groupe élitiste. A Târgu-Mureș, au cœur de la Transylvanie, une directrice de théâtre, Smaranda Enache fonde une organisation nommée *Liga Pro-Europa*, la première association du genre à promouvoir l'intégration européenne à travers le respect des droits des minorités. Plus importante encore se trouve être la filiale roumaine du

Comité Helsinki APADOR dont le comité directeur est formé par le physicien-éditorialiste G. Andreescu et par l'avocate Renate Weber. Financé directement par des organisations internationales, APADOR-CH s'intéressera particulièrement aux droits des minorités (principalement magyare et gitane) ainsi qu'au respect des droits des inculpés et des condamnés à des peine de prison. Particulièrement influente et bénéficiant de solides appuis internationaux,⁶¹ APADOR-CH se révèle une institution très présente dans les débats politiques puisqu'elle est capable de financer des projets d'envergure et aborder des sujets sensibles. Elle rendra publics des rapports qui feront scandale et qui entraîneront des confrontations durables avec d'autres groupes politiques. Sur la question de la minorité magyare,⁶² sur la responsabilité du gouvernement dans la répression de 13-15 juin 1990, sur la Constitution, APADOR-CH prendra des positions radicalement opposées à celles du pouvoir. Dans le domaine audio-visuel, en appui au syndicat de la télévision roumaine, le groupe du GDS donnera naissance au *Comité de surveillance de la télévision*, qui obtiendra l'autorisation du lancement de la première télévision indépendante en Roumanie, SOTI (1991).⁶³ Enfin, avec l'appui de plusieurs organisations françaises, dont la COFREMCA, le GDS parrainera la naissance d'un institut de sondage indépendant, le CIS qui sera dirigé par le sociologue Pavel Câmpeanu et qui entreprendra principalement des études sur les attitudes politiques.

Dans le domaine de ce qu'on pourrait appeler les pratiques institutionnelles ou la création d'événements d'envergure, le groupe des élitistes est le groupe politique en Roumanie qui organise le plus de conférences, de séminaires et des expositions internationales. Les thèmes sont généralement d'ordre culturel ou social mais elles sont aussi l'occasion de manifester les positions du groupe sur des questions politiques. En fait, les autres groupes politiques en Roumanie organisent beaucoup moins d'événements de cette nature dans lesquels les élitistes bénéficient d'une vitrine internationale et parviennent à identifier des ressources financières pour appuyer leurs autres activités. Ces conférences internationales, dont le nombre varie d'une dizaine à une vingtaine par année (entre 1990 et 1996) sont généralement aussi financées par des organisations internationales. L'expérience dans la gestion de ses programmes et les bonnes relations que les élitistes entretiennent avec ces organisations sont les principaux motifs de la fréquence de ces événements. Un des principaux événements réguliers de ce genre est la foire internationale du livre de Bucarest, organisée depuis 1993 par la Fondation ArteExpo dont le responsable est M. Oroveanu.

Dans l'édition, plusieurs institutions d'Etat passent directement sous le contrôle du groupe. G. Liiceanu se voit confier par le ministre de la Culture de l'époque (A. Pleșu) le patrimoine et la direction de l'ancienne maison d'édition politique du parti. Rebaptisée *Humanitas*, elle se donne pour mission de devenir *guérisseur par la culture de la société roumaine et de publier des livres qui comme un médicament ne devront pas manquer des bibliothèques de tous les hommes politiques*.⁶⁴ En quelques mois, bénéficiant de solides subventions du Ministère de la Culture et de la Fondation Soros, la maison d'édition *Humanitas* atteint des tirages de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires pour des publications de classiques du libéralisme et des classiques roumains (Cioran, Eliade, Noica en particulier). En 1991, la maison d'édition se transforme en une société mixte avec une prise de participation par des intérêts français. Elle continuera de bénéficier de subventions importantes des fondations étrangères et de la Fondation Soros.

Au sein de l'administration d'Etat, le groupe élitiste est présent de manière irrégulière depuis 1990. Début 1990, nous l'avons vu, une partie d'entre eux, dont G. Andreescu, Ana Blandiana, A. Pleșu sont membres du FSN. Ils se voient offrir par le pouvoir qui se met en place des postes de haute responsabilité (dont celui de vice-président du FSN à Ana Blandiana) qu'ils refusent pour la plupart.⁶⁵ Pourtant Dan Petrescu et A. Pleșu acceptent la fonction de vice-ministre et celle de ministre de la Culture, fonction qu'ils garderont jusqu'en octobre 1991. Au cours de cette période, plus de 80 % du personnel du ministère est changé et celui-ci devient donc une institution contrôlée par le groupe. De même, le ministère de l'éducation nationale est confié jusqu'en juin 1990 au philosophe M. Șora, membre fondateur du GDS. Entre 1990 et 1996, la plupart des intellectuels du groupe élitiste ne participent pas à des fonctions administratives à l'exception d'un groupe restreint d'entre eux qui sont nommés conseillers culturels dans diverses ambassades. Après 1996 et l'élection du nouveau gouvernement les choses changent. Un groupe entier de l'Alliance Civique est propulsé aux plus hautes fonctions exécutives. Ainsi l'historienne Zoe Petre devient le principal conseiller du président Constantinescu, lui-même membre de l'Alliance Civique et soutenu par celle-ci. D'autres professeurs, dont le doyen de la faculté de sciences politique et le fils de Zoe Petre seront aussi nommés à la présidence. Au sein du gouvernement le ministère des Affaires étrangères revient en octobre 1997 à A. Pleșu qui s'entoure à son tour de conseillers provenant du milieu élitiste (dont des boursiers du collège *New Europe* et des rédacteurs de la revue *Dilema*). A la même période, le ministère de l'éducation nationale revient à un autre proche

du groupe, le philosophe Andrei Marga, recteur de l'Université de Cluj qui procède de la même façon.

2.4. Procédures de Recrutement, de Négociations, de Reconnaissance

La similarité de comportements de ceux qui font partie du groupe élitiste n'entraîne pas la conclusion qu'à l'intérieur du groupe on assiste à une solidarité systématique. Bien au contraire, l'une des causes de l'échec électoral et de l'incapacité des élitistes à recruter des appuis hors des sphères d'activité généralement familières aux intellectuels humanistes est justement l'absence de cette solidarité constructive. En fait, la plupart des analystes politiques en Roumanie reprochent aux élitistes leur incapacité d'offrir des solutions politiques pouvant concurrencer avec celles offertes par d'autres partis ou groupes d'intérêt.⁶⁶ Dans le champ politique, les élitistes ont gardé pour la plupart les attitudes familières aux intellectuels : esprit individualiste et critique, coalitions éphémères d'intérêt, intervention de principes moraux dans le jugement des individus etc. Gardant l'attitude critique de l'intellectuel engagé, ils ont visé aussi à la reconnaissance politique, sans être intéressés par des objectifs précis, mesurables ou de définir des sphères d'intérêt communes aux autres élites politiques. Les débats permanents entretenus par les intellectuels sur des sujets comme le nationalisme ou l'Europe sont très virulents, il s'agit de véritables compétitions pour la domination du champ symbolique, mais il se produisent en vase clos, sans interventions d'autres élites qui ne font pas partie du groupe.⁶⁷ La prétention des intellectuels à une légitimité politique se fait donc en ignorant les ressources et les idées alternatives proposées hors de leur groupe.

Nombre des critiques des élitistes à l'égard des autres élites politiques font référence au *style de gouvernement marqué par le paternalisme et l'entourage de collaborateurs dociles*,⁶⁸ à l'attitude ironique, mimant l'ouverture démocratique et jouant de la ruse,⁶⁹ à la *collusion néfaste des intérêts entre des individus détenant des fonctions administratives, partageant les mêmes valeurs autoritaires, s'offrant reconnaissance et appuis réciproquement pour couvrir leurs méfaits*.⁷⁰

Les mêmes accusations leur sont lancées à leur tour, par leurs critiques concernant les procédures de recrutement, de négociations et d'ouverture démocratique.

Le processus de renouvellement et de recrutement des élitistes est généralement vu comme basé sur des relations de pouvoir et de filiations

dans le domaine culturel. En fait, dès les années '70, une partie de ces élites intellectuelles ont construit en réaction à la culture officielle soutenue par des intellectuels proches du parti, un centre alternatif d'influence culturelle, basé sur un cercle de relations fermées⁷¹. Nous avons vu que dans le domaine des institutions culturelles ce processus a continué après 1989 et il s'est rapidement étendu dans le domaine des institutions publiques ou politiques. Le recrutement pour celles-ci s'est fait exclusivement sur des relations antérieures. En fait, le principal problème des élites intellectuelles est qu'ils n'ont jamais recruté de nouveaux membres provenant d'horizons professionnels éloignés des sciences humanistes ou d'autres cercles d'influence. Ainsi sur 60 boursiers du Collège NEC (1993-1998), seulement 6 % du total provenaient des sciences sociales appliquées (un seul économiste, pas de journaliste...) le reste appartenant au domaine des sciences humaines classiques. Audacieux, dans ces circonstances, de prétendre proposer un modèle interdisciplinaire d'éducation supérieure moderne et européenne ! En fait, il est remarquable de constater qu'aucune des institutions publiques contrôlées par les élitistes (maisons d'édition, universités, fondations et organisations, médias, administration gouvernementale) n'a jamais procédé par publicité dans les journaux ou concours public pour recruter des employés. Le recrutement par voie de publicité n'apparaît pas comme un critère de respectabilité démocratique, pour beaucoup d'intellectuels cette mesure n'étant pas opportune. Ce qui semble primer c'est le *capital symbolique* et la reconnaissance accordée par le groupe intellectuel au-delà de la valeur intrinsèque des individus (voir plus bas).

Non seulement les institutions contrôlées par les élitistes sont fermées à un renouvellement dynamique de l'intérieur, elles se prêtent aussi fort peu à une évolution extérieure. Ainsi, on n'a pas vu dans les dernières années (8) en Roumanie d'institutions contrôlées par les élitistes qui ont été transférées, vendues, ouvertes à un changement important de capital ou à l'installation d'une nouvelle direction.

Les institutions contrôlées par les élitistes n'ont pas de personnalité propre ni d'identité publique en dehors du *capital symbolique* détenu par les proches de ceux qui les dirigent. En fait, sous bien des aspects, le secteur de l'économie roumaine qui négocie des valeurs culturelles – maisons d'édition, librairies, journaux, revues, universités, think-tanks – est lui-même loin de l'idéal d'une économie de marché. La privatisation de celui-ci n'a pas été différente de la privatisation de l'économie roumaine en général, où les directeurs d'entreprises et la nouvelle classe politique

*se sont contentés de s'approprier les entreprises comme des rentes viagères. ... la propriété de ces institutions se révèle être basée sur le principe de l'usufruit, de l'utilisation, non pas sur celui de la disposition et du transfert.*⁷²

Au niveau de la capacité de négociations et de construction de consensus avec des groupes divers, les élitistes ont montré parfois plus d'entêtement et de fermeture que leurs adversaires. En fait, l'argument le plus commun rencontré chez eux est que les élitistes ne forment pas, et de loin, un groupe d'influence politique équivalent à ceux de la technocratie, des populistes, nationalistes etc., puisque les élitistes ont des opinions divergentes sur les questions politiques. Cet argument a comme corollaire le fait qu'entre le groupuscule du GDS, celui des littéraires humanistes, les personnalités individuelles marquantes comme O. Paler, A. Pleșu, A. Paleologu ou M. Șora et les institutions contrôlées par des intellectuels comme G. Liiceanu, N. Manolescu ou Z. Petre il y a eu beaucoup de conflits personnels, de différences d'opinions et parfois d'animosité. Ces différences, selon cet argument, ne permettent pas de traiter l'ensemble de ces acteurs comme un groupe défini et solidaire d'action et de lobby politique. Nous croyons avoir montré que ces élites intellectuelles ont en commun la prétention de faire de la politique au nom de la légitimité offerte par leur statut d'intellectuel et de participer à la compétition politique avec des attitudes similaires qui les différencient nettement des autres élites. Par ailleurs, nous ne soutenons pas que ce groupe est capable d'action unitaire et cohérente, bien au contraire. Les disputes intervenues au sein de l'Alliance Civique, mais aussi celles récurrentes entre les personnalités membres du GDS, les intellectuels agissant dans d'autres institutions le montrent suffisamment. Bien loin de constituer un argument plaidant contre la présence d'un lobby politique, il s'agit d'une preuve de l'incapacité de ce lobby d'articuler une action politique consistante. Le manque de flexibilité et de capacité d'adaptation et de négociations de ces élites constituent à notre avis aussi, une cause de l'échec de leur action politique à une époque où il n'y avait pas d'élites politiques alternatives à celles de la technocratie⁷³. En fait les rivalités et les disputes personnelles ont fait des intellectuels des acteurs politiques relativement inefficaces, vulnérables à la subjectivité et extrêmement passionnés. La rupture intervenue lors de la nomination surprise d'E. Constantinescu comme candidat à la présidence est un exemple de ces rivalités présentes parmi les intellectuels. Plus récemment, en raison d'un conflit antérieur, survenu lorsque aucun d'entre eux n'avaient de fonction institutionnelle, le ministre de l'éducation nationale A Marga a

refusé de rencontrer lors d'une visite officielle effectuée à Budapest, le vice-recteur de l'Université Centre-Européenne (établissement unique), le philosophe S. Antohi. Le jeu démocratique n'est joué, semble-t-il, que lorsqu'il n'oblige pas les intellectuels à négocier avec des adversaires farouches de leurs idées. Ainsi, le philosophe G. Liiceanu, proposé dans le conseil d'administration de la TVR (télévision nationale), a refusé de se présenter devant la commission parlementaire de l'audio-visuel, à l'époque (1995) contrôlée par le poète nationaliste A. Păunescu. D'une façon unanime, les institutions des élitistes refusent d'inviter des adversaires politiques à des conférences ou des événements publics organisés. Bien entendu, nul ne prétend que ces rivalités personnelles et cette incapacité de négociations avec des adversaires, soient une caractéristique exclusive des élitistes. Simplement, prétendre poser un nouveau système de valeurs basé sur l'ouverture et la tolérance et faire de cet argument un enjeu fondamental de la crédibilité politique comme l'ont fait les élitistes paraît gênant dans les circonstances.

Pour certains, tenant compte des agissement institutionnalisés par les élitistes, ces derniers forment une *société fermée, basée sur des groupes de prestige en opposition avec une société ouverte, basée sur des relations utilitaires, réglées par l'offre et la demande*⁷⁴. Des groupes de prestige bien définis (formés autour des centres d'influence du GDS, des revues littéraires, des universités humanistes et des institutions publiques contrôlées par des personnalités intellectuelles) sont ceux qui choisissent délibérément et décernent la reconnaissance publique à ceux considérés proches de leurs idées. Sont exclues les élites qui ont un bagage de connaissance ou un parcours professionnel différent, alors que les élitistes se font remarquer aussi par leur appétit de légitimité dans tous les domaines. Ainsi, des essayistes comme O. Paler, des professeurs universitaires comme A. Pleșu, L. Antonesei ou A. Marga, des philosophes comme H.R. Patapievici, G. Liiceanu, A. Cornea ou des écrivains comme A. Blandiana, G. Adameșteanu ou N. Manolescu jouent à fonds la carte de la légitimité intellectuelle pour se prononcer publiquement sur tous les sujets de nature politique, économique, sociologique etc. Bien entendu, la compétition des intellectuels pour le *champ symbolique de l'interprétation de la société* voit la libre concurrence des idées et l'engagement public des intellectuels sur des sujets divers comme un comportement lié intrinsèquement au statut de l'intellectuel et cela ne saurait leur être reproché. Cependant, agissant comme des élites politiques proposant une légitimité intellectuelle, les élitistes contrôlent aussi des institutions publiques dont la gestion au

service de la consolidation de l'influence du groupe provoque des critiques sévères. Ainsi, à la faculté des sciences politiques de Bucarest et dans celle d'Études européennes de Cluj, dirigées jusqu'à récemment par des intellectuels qui ont accédé à des hautes fonctions politiques (conseiller présidentiel et respectivement ministre de l'Éducation) le programme d'études sur une quarantaine de cours ne comprend que cinq cours axés sur le droit, l'économie et l'administration publique contemporaine, le reste appartenant au domaine d'études familier aux élites intellectuelles humanistes (philosophie, histoire des idées etc). La mise à l'écart des cours spécialisés et par conséquent des experts n'appartenant pas au groupe élitiste consolide la domination de la culture humaniste-littéraire de ceux-ci aux frais de la société, assure la survie du groupe au détriment de l'apparition de centres alternatifs et encourage le clientélisme et le manque de transparence. Dans le domaine de l'édition et de la culture aussi, il a été remarqué que *la priorité est de promouvoir le propre groupe... cela se fait par l'imposition et l'extension du prestige de celui-ci dans l'arène sociale... négligeant le but économique de l'économie de marché qui imposerait d'abord la satisfaction de la demande du consommateur ... qui se trouve à réprimer ses propres fantaisies et désirs comme il le faisait à l'époque du communisme*⁷⁵. Dans ces conditions, certains remarquent que d'autres intellectuels roumains, promoteurs de culture populaire et habiles utilisateurs de l'imaginaire public ont obtenu une célébrité importante en répondant à la demande des consommateurs (Păunescu est l'exemple le plus fréquemment cité).

2.5. Attitudes sur les Principaux Enjeux Politiques

Il s'agit ici de définir le portrait doctrinaire commun de ces élites intellectuelles sur des enjeux politiques importants dans la Roumanie d'après 1989. Les problèmes retenus sont la vision sur le développement démocratique, sur l'économie, sur le nationalisme, sur la religion, l'organisation sociale et la politique étrangère.

Les intellectuels élitistes bénéficient de l'atout qu'une petite partie d'entre eux ont été des dissidents à l'époque du communisme. Ainsi le discours en faveur la démocratie est devenue une des clés de voûte du discours politique des élitistes, même si les intellectuels n'ont pas participé de manière signifiante au renversement de la dictature en décembre 1989. Face aux capacités d'organisation et aux ressources supérieures d'autres élites politiques, les intellectuels se sont retrouvés marginalisés. La vision

sur la démocratie soutenue par eux s'est trouvée être influencée : *ce n'était pas la classe politique en elle-même qui manquait de légitimité, mais le processus électoral à travers lequel elle s'est confirmé le contrôle sur les structures de l'État.*⁷⁶ La tentation de culpabiliser le peuple pour son aveuglement et la persévérante arrogance avec laquelle les élitistes ont négligé les préoccupations réelles de la majorité de la population ont contribué grandement à l'échec électoral des formations ou des candidats politiques de ceux-ci. L'exemple le plus éloquent de cette attitude est la promotion systématique des convictions monarchistes d'une partie des élitistes en dépit des opinions solidement établies, clairement anti-monarchistes de la majorité de la population. Ces opinions, exprimées dans des sondages et dans un référendum sont ainsi considérées comme *illégitimes* puisqu'elles sont le fait *d'un électorat malade qui refuse de guérir, d'accepter la lumière.*⁷⁷ La démocratie, dans cette vision, ne saurait être qu'une démocratie éclairée par la sagesse et l'intelligence des élitistes, le peuple n'est souverain que lorsqu'il accepte son statut d'élève assidu et la légitimité n'est acquise qu'aux idées des élitistes adoptées par la majorité. Pour un autre intellectuel élitiste, proposé comme ambassadeur : *le peuple roumain n'a jamais parlé dans l'histoire et lorsqu'il l'a fait (élections libres et directes) il a commencé à dire des âneries. Je crois avec conviction que l'avenir du progrès en Roumanie est le vote censitaire. La Roumanie ne va évoluer que dans la mesure dans laquelle le peuple, misera plebs, n'aura pas accès aux décisions.*⁷⁸

Cependant, les élitistes ont aussi négligé de s'attirer les appuis des autres élites du pays, préférant consolider leur propre réseau de relations, typique de cette attitude est une conférence de presse organisée par l'Alliance civique au cours de laquelle un porte parole du mouvement déclare aux journalistes que *leurs questions ne correspondent pas à ses obsessions.*⁷⁹ Plus récemment, refusant et acceptant successivement de siéger au Conseil d'administration de la télévision nationale, une figure de proue des élitistes a justifié son attitude comme étant une réponse à la présence dans le dit conseil d'un adversaire politique au nom de ceux qui l'avaient voté dans cette fonction, sans jamais faire référence au Parlement roumain, qui nomme la majorité des membres du Conseil et auquel incombe la responsabilité de son fonctionnement.⁸⁰ Ici comme ailleurs, la légitimité démocratique n'est accordée au Parlement, à la presse ou aux procédures électorales que partiellement lorsqu'elle concorde avec les intérêts et les obsessions politiques du groupe. Enfin, d'autres intellectuels anti-communistes, critiquant *la fuite vers le bien-être*

*matériel... la drogue, l'obsession de la possession qui ronge l'âme*⁸¹ sont les mêmes qui chassent les caméras de télévision venues filmer la maison nationalisée par l'Etat communiste et qui leur a été accordée comme un privilège, comme à tant d'autres intellectuels de ce groupe.

L'économie n'occupe pas une place importante dans le discours politique des élitistes, le groupe est formé, nous l'avons vu, d'intellectuels dont aucun ou presque n'a des préoccupations ou de formation économique. En fait, la problématique économique est complètement absente; il n'y a pas de vision politique claire sur le développement économique souhaitable ou proposé du pays. Ce qui est présent par ailleurs, chez ces intellectuels dont l'appétit politique touche à toutes les sphères, est une vision sur l'économie qui met en avant la *tragédie économique et sociale qu'a signifié le communisme... le besoin de rebâtir une économie saine, authentique, ... de réparer le tissu économique et politique du pays en revenant aux valeurs normales*.⁸² Sur la signification de ces *valeurs authentiques* de l'économie *normale* roumaine, il n'y a pas de consensus ni de débat, à moins que la gestion économique des institutions contrôlées par le groupe nous en donne une indication.

Le nationalisme politique est l'un des thèmes les plus débattus par les élitistes. D'une manière générale, pour eux, le nationalisme est condamné comme étant un outil de manipulation populaire utilisé par des élites politiques rivales. La Roumanie est vue comme un pays arriéré, avec une civilisation retardée, en grand besoin *d'intégration européenne* (voir plus bas). Les droits des minorités sont spécialement soutenus alors que le rôle de l'Eglise est décrié. En fait, la problématique nationaliste occupe une place importante dans les médias, dans les publications et dans les événements publics organisés par les élitistes. C'est aussi dans ce domaine que les traductions de publications étrangères et les invitations pour tenir des conférences adressées à des universitaires européens sont les plus fréquentes (alors qu'elles sont rares dans le domaine économique). C'est enfin le domaine où les polémiques sont les plus intenses entre les différents courants du groupe et où les leaders d'opinion se contestent mutuellement avec ardeur la légitimité de se prononcer sur le sujet.

On peut distinguer entre plusieurs attitudes :

- celle du GDS et du comité Helsinki roumain qui se déclare lui-même comme le *symbole de la presse anti-extrémiste roumaine*, et qui a le plus de *ressources et d'expérience dans la problématique des minorités*.⁸³
- celle des médias et des institutions culturelles et académiques dirigées par les élitistes qui proposent un discours anti-nationaliste,

critiquent l'utilisation politique de celui-ci et le retard pris par la Roumanie dans sa culture politique, son organisation sociale etc...

- celle des personnalités intellectuelles, principalement des écrivains qui optent pour un rejet total du nationalisme/nation roumain (comme H.R. Patapievici) ou celles qui ont une vision romantique du nationalisme et de la culture roumaine, tout en rejetant ses aspirations politiques (comme O. Paler, N. Manolescu, M. Zaciu et d'autres écrivains).

Le GDS avec le groupe Helsinki s'est très tôt intéressé aux questions des minorités nationales. Un groupe restreint d'intellectuels, avec G. Andreescu, R. Weber, A. Cornea à Bucarest et Smaranda Enache à Târgu Mureş (Transylvanie) se sont impliqués dès 1990 (événements de mars) dans la protection des droits des minorités. La politique soutenue a été celle en faveur de l'augmentation des droits à l'autonomie locale, le soutien du transfert de pouvoir de l'État central aux autorités et aux représentants de la minorité magyare. Sur d'autres questions impliquant les minorités (spécialement celle gitane) le groupe (bénéficiant de soutiens financiers et institutionnels importants, voir plus haut) a exercé un lobby efficace. Ils ont choisi, comme déclare G. Andreescu, *d'avoir une différence d'attitude, de perception, de réfléchir à la vie dans des termes démocratiques, non pas dans des termes nationaux.... Il s'agit de réfléchir aux questions de promotion des droits de l'homme, de pacte social entre minorités, de promouvoir un équilibre social et la paix civique....au lieu de s'intéresser à la préservation de l'identité spirituelle, nationale, géographique, historique roumaine.*⁸⁴ Le militantisme démocratique de ses élites se manifeste par le refus des *solutions collectives nationales* et par l'acceptation et l'intégration des valeurs européennes : *accent sur les droits individuels tels qu'ils sont codifiés dans la Convention européenne des droits de l'homme, tolérance, réconciliation historique.*⁸⁵ Le refus du discours nationaliste s'accompagne aussi du refus de ceux qui le pratiquent, considérés comme des personnalités publiques opportunistes, médiocres ou culturellement marginales. L'idée d'église nationale et de caractère national est considérée comme dépassée ou dangereuse. Enfin, dans la problématique des minorités, le GDS et le comité Helsinki avec la revue 22 ont défendu vigoureusement l'extension des droits à l'autonomie locale et culturelle des magyars de Roumanie, ont entrepris des campagnes condamnant le racisme pratiqué contre les gitans.⁸⁶

Les médias et les institutions d'éducation et culturelles roumaines contrôlées par les élitistes ont mené une politique de longue haleine

condamnant le discours nationaliste, l'utilisation politique de celui-ci et prônant l'adoption des valeurs occidentales comme une étape nécessaire pour la sortie du sous-développement économique et social. Dès 1990 en effet, les intellectuels roumains qui avaient souffert de la domination des *proletcultistes* (nationalistes)⁸⁷ ont essayé sur le plan culturel de récupérer rapidement leur statut de marginalisés de l'Europe; à ce niveau, national-communisme et marginalisation culturelle étaient devenus synonymes pour eux. La condamnation de *l'arrogance, la suffisance nationaliste-chauvine, l'isolationnisme et l'autarcie intellectuelle*⁸⁸ est devenue un argument politique pour la montée au pouvoir institutionnel des intellectuels qui n'avaient pas été privilégiés par la culture d'État officielle de Ceaușescu. Le pouvoir post-communiste est accusé d'alimenter les tensions ethniques, de jouer la carte du nationalisme pour détourner la population des enjeux essentiels et s'assurer la complicité des services de sécurité et de l'armée pour retarder la transition démocratique.⁸⁹ A l'Église orthodoxe on reproche sa collaboration avec le communisme, sa contribution à l'autoritarisme étatique au cours de l'histoire, son affinité avec les églises orthodoxes slaves. Contre la doctrine de l'église nationale, les élitistes soutiennent *l'adaptation de l'Église orthodoxe à la modernité, la protection de la liberté de culte contre les initiatives des clercs, la liberté de conscience laïque*.⁹⁰ Dans toutes les sciences, et particulièrement dans la philosophie, l'histoire et la littérature, les élitistes entreprennent une œuvre ambitieuse de remise en cause des acquis de la culture dominante et combattent le nationalisme comme une forme de manipulation du pouvoir communiste et des élites non-reconverties de celui-ci. Ainsi, au printemps 1998, la revue *Dilema* lance un débat fulminant condamnant l'utilisation politique du poète national Eminescu et minimalisant beaucoup son talent. Ailleurs, c'est l'influence slave sur la langue roumaine et la relecture de l'histoire nationale dans le sens de la présentation du retard historique roumain qui sont proposées. Partout la contre-attaque culturelle des élitistes contre les interprétations dominantes pendant l'époque communiste se fait en appuyant des arguments politiques. La politique identitaire nationale,⁹¹ le mouvement légionnaire, le discours sur la symbiose entre orthodoxie et nation roumaine, l'autorité des mythes des commandants militaires, les cérémonies historiques sont condamnés comme étant des procédés de manipulation orchestrés par les élites communistes-nationalistes. Le nationalisme est pris en dérision aussi par la forme primitive qu'en adopte la majorité de la population considérée comme peu éduquée, retardée, incapable d'acquiescer les réflexes de la modernité. *Les roumains mioritiques*

qui réunissent dans la même grimace l'Eglise, le vin, le génie saint d'Eminescu, les sarmale (plat roumain), la terre Bessarabe et le charme de la voisine du palier... qui deviennent mystiques aux enterrements et patriotiques pendant les fêtes....doivent faire tant de choses pour changer, se dédier à la base, à l'alphabet élémentaire.⁹² Là encore, les arguments d'ordre pédagogiques viennent appuyer la condamnation du nationalisme archaïque considéré comme la *part d'ombre de chaque Roumain*⁹³ les valeurs nationales de la majorité de la population sont dans le meilleur des cas inférieures, dépassées, dans le pire néfastes et dangereuses pour le développement du pays; seule l'élite a la capacité de jouer un rôle illuminateur et de former les nouvelles mentalités. La culture d'envergure internationale est regardée comme incompatible avec toutes forme de nationalisme populaire roumain (qui est dédaigné); ainsi dans une conférence internationale⁹⁴ portant sur la transition en Europe de l'Est, au repas du soir, tous les autres invités ont chanté des chansons nationales populaires (polonaises, françaises, allemandes, hongroises ...) alors que les principaux directeurs des institutions culturelles roumaines, intellectuels élitistes ont participé à ces chansons, mais n'ont pas chanté en roumain.

En tant que personnalités individuelles, les intellectuels élitistes se sont prononcés fréquemment sur la question nationale. Le plus virulent fut H. R. Patapievici qui s'est fait remarquer par une haine impitoyable envers le caractère national qu'il considère comme responsable de la domination des élites post-communistes et du retard pris dans la démocratisation. Pour ce philosophe, les Roumains sont *intolérants, xénophobes, violents et lâches, agités et hésitants... être Roumain ce n'est pas seulement (?), c'est injuste, c'est une insulte.*⁹⁵ l'histoire du pays est méprisable : *le corps du peuple roumain est à peine une ombre, il n'a pas de consistance, la radiographie des plaines roumaines est fétide.*⁹⁶ Il ne s'agit pas seulement d'opinions gratuites, elles ont aussi des implications politiques pour cet intellectuel impliqué dans plusieurs institutions publiques : *La Roumanie ne va évoluer que dans la mesure dans laquelle le peuple, misera plebs, n'aura pas accès aux décisions. ... Seuls les créateurs des bibliothèques, roumains eux aussi, mais ayant, par miracle, d'autres codes génétiques, d'autres instincts, d'autres goûts, d'autres talents sont estimables... autrement le roumain est une langue qu'on devrait arrêter de parler, si ce n'est pour jurer.*⁹⁷ Pour d'autres intellectuels l'échec communiste et le désastre de l'autoritarisme militaire, royal ou politique est aussi celui du nationalisme roumain, culturel ou politique : *j'estime que la mission historique de la roumanité homogène, agressive et métaphysique est accomplie.*⁹⁸

A l'opposé, d'autres intellectuels élitistes, en majorité écrivains, pratiquent un nationalisme modéré d'ordre culturel, proposant l'intégration européenne avec l'acceptation du statut de la roumanité. Certains, comme A. Marino, proposent une nouvelle politique culturelle roumaine⁹⁹ que d'autres, comme A. Paleologu, voudraient voir comme une spécificité roumaine dans la diversité nationale et linguistique européenne. O. Paler, quant à lui, propose une voie de milieu entre ce qu'il appelle *le nationalisme de grotte et les européens de nulle part*: une culture roumaine qui participerait à la construction européenne en refusant de *voir ses priorités désignées par des diktats administratifs, une nation démocratique sans le servilisme occidental qui remplace celui communiste*¹⁰⁰. Pour eux, l'Europe ne saurait être *une simple dictature administrative et bureaucratique, communautaire, universelle et cosmopolite qui efface les distinctions et interdit le droit d'être Français, Roumain...*¹⁰¹.

Dans le domaine de la politique extérieure, les élitistes partagent aussi des convictions communes inspirées de leur expérience et de leurs priorités. L'Europe, continent où les élites culturelles dépassent leur statut national et contribuent au rapprochement des valeurs spirituelles est leur principal modèle. En fait une grande partie du discours politique (voir plus haut) des élitistes mise sur la familiarité avec cette Europe présentée à la fois comme un objectif commun et comme une expérience différente, accessible à ceux qui sont des intellectuels. Les Etats Unis d'Amérique, autant dans le discours que dans la pratique sont beaucoup plus absents; si une partie des élitistes les connaissent, l'individualisme, les mythes politiques américains, l'organisation sociale, la vision du temps du continent fait peu d'adeptes puisqu'un intellectuel roumain disait ironiquement qu'*en Amérique, l'histoire se limite aux albums de famille*.¹⁰² Enfin, l'Est, confondu généralement avec l'espace russe et communiste, suscite peu d'intérêt, sinon dans l'optique critique des séquelles du communisme.

La vision sur la politique extérieure des élitistes ignore essentiellement les notions communes d'intérêt national, de ressources, de dépendance, de négociation, de dissuasion etc. Elle est très peu contemporaine, préférant utiliser ses propres concepts élitistes pour aborder l'intégration européenne et proposer des modèles de fonctionnement. *L'Europe qu'on nous propose ... est uniforme, oubliant ses propres valeurs historiques. Il existe une barbarie posthume, une barbarie progressiste et technocratique*¹⁰³ ... selon l'un de ces intellectuels qui refuse d'accepter les règles du jeu diplomatique

qui condamne le sous-développement de la Roumanie. Les solutions envisagées sont celles d'un programme culturel roumain d'urgence¹⁰⁴ ou de la constitution de *réseaux démocratique, trans-territoriaux formés d'intellectuels*¹⁰⁵ ou le maintien des traditions culturelles, comme celle de *l'intellectuel non-rentable, qui a une curiosité gratuite*.¹⁰⁶ Pour les élitistes, en majorité de culture classique, la solution passe par le recours à la mémoire historique qui a vu dans le passé *une poignée d'hommes visionnaires faire la Roumanie moderne*,¹⁰⁷ ou l'appel à un improbable *esprit européen*¹⁰⁸ dont la responsabilité de réalisation reste imprécise.

Parmi les problèmes les plus fréquemment évoqués dans les rapports internationaux par les élitistes il y a la question des visas exigés par les ambassades occidentales aux Roumains. La liberté de voyager pour les intellectuels est une des libertés fondamentales et c'est à ce niveau que la discrimination pratiquée par les pays de l'UE par rapport aux autres pays d'Europe centrale est la plus décriée.

Au niveau associatif et institutionnel, les élitistes ont adopté des positions politiques assez controversées dans le domaine de la politique extérieure. Ainsi, en 1995, un document produit par le GDS/le comité Helsinki intitulé *La Roumanie et la Moldavie dans le contexte géopolitique*, soutient que la Roumanie devrait cesser de faire de la réunification avec la Moldavie un objectif de politique extérieure, et concentrer ses efforts sur la défense des droits des minorités (spécialement hongroise). Une autre association dirigée par S. Enache (nommée au poste d'ambassadeur par le ministre des affaires étrangères A. Pleșu), *Liga Pro-Europa*, organise entre 1990 et 1995 dix-neuf événements et conférences internationales promouvant la tolérance ethnique, le respect des droits des minorités et des séminaires de développement de la société civile. L'orientation de ces conférences, comme de celles préparées par le comité Helsinki et le GDS est claire : la priorité est celle du développement de la société civile et du respect des minorités comme principal argument de politique extérieure et de soutien à la modernisation roumaine. Tous ces événements, y compris la monitorisation des incidents ethniques, feront de ces institutions *un partenaire crédible des organisations internationales*¹⁰⁹ et susciteront l'ire des autres élites politiques du pays qui n'en font pas partie. Pour ces institutions *qui ont dû abandonner le privilège d'être un spectateur et qui participent activement à la sensibilisation de la société civile face aux thèmes majeurs de l'intégration européenne... les élites politiques au pouvoir instrumentalisent les conflits ethniques et compromettent les valeurs européennes. ...*¹¹⁰

NOTES

1. Roderic A. CAMP, *Intellectuals and the State in Twentieth Century*. Austin: University of Texas Press, 1985, p. 33-49.
2. Christophe CHARLE, *Naissance des Intellectuels, 1890-1900*. Paris: Les éditions d minuit, 1990, p. 7.
3. Karl MANNHEIM, *Ideology and Utopia*. New York: Harcourt-Brace, 1955, p. 10.
4. Camp. *Ibid.*, p. 38.
5. Voir Antoni GRAMSCI, *The Prison Notebooks: Selections*, trans. Quintin Hoare and Geoffrey Nowell-Smith. London: Lawrence and Wishart, 1973.
6. Edward W. SAID., *Representation of the intellectuals, the 1993 Reith Lectures*. London: Vintage, 1994, p. 8-9 (notre traduction)
7. Aleksander GELLA, *Development of Class Structure in Eastern-Europe: Poland and her southern neighbors*. Albany: Suny Press, 1989, p. 132.
8. Lewis COSER, «Men of Ideas», dans Ron EYERMAN, *Between Culture and Politics, Intellectuals in Modern Society*. Cambridge USA: Polity Press, 1994, p. IX. (notre traduction).
9. Voir Edward SHILLS, *Intellectuals, Tradition and the Traditions of Intellectuals: some Preliminary Considerations*, *Dedalus* 101, spring 1972, p. 21-34.
10. E. SAID, *ibid.*, p. XII (n. trad.)
11. Jerzy SZACKI, «Intellectuals between politics and culture» dans Ian MAC LEAN, Alan MONTEFIORE , Peter WINCH, *The Political Responsibility of Intellectuals*. Cambridge: Cambridge University Press, 1990, p. 230 (n. trad).
12. Ivan SZELENYI, «The intelligentsia in the class structure of state-socialist societies», dans *Marxist Inquiries*, ed. M. BURAWOY et Theda SKOCPOL, *American Journal of Sociology Special Supplement*, vol 88, p. 308.
13. Hugh, SETTON-WATSON, *Nationalism and Communism: Essays 1964-1963*. New York: Praeger, 1963, p. 12-15.
14. Edgard MORIN, *Pour sortir du XXème siècle*. Paris: Fernand Nathan, 1981, p. 242.
15. Michel FOUCAULT, *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings 1972-1977*. New York: Pantheon, 1980, p. 128.
16. Christophe CHARLE, *Naissance des intellectuels 1890-1900*. Paris: Les éditions de minuit, 1990, p. 112.
17. David LOWENTHALM, «Identity heritage and history», dans R. John GILLIS eds., *Commemorations the Politics of National Identity*. Princeton: Princeton University Press, 1994, p. 46.
18. Lewis COSER, *ibid.*, p. 30
19. Edgar MORIN, *ibid.*, p. 254.
20. Voir aussi Julien BENDA, *The Treason of the Intellectuals*, trans. Richard ALDINGTON. London: Norton, 1980.
21. E. SAID, *ibid.*, p. XI.

22. Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*. London: Polity Press, 1988, p. 295.
23. Elias, NORBERT, *The History of Manner*, New York: Pantheon, 1978, p. 1-50.
24. Edgar MORIN, *Pour sortir du XXème siècle*. Paris : F. Nathan, 1981.
25. «Les intellectuels de l'Est, entre pouvoir et culture», Gina Stoiciu, *Le Devoir*. Montréal : 4 Septembre, 1991.
26. Pierre BOURDIEU, *ibid.* p. 729.
27. Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență*. București: Humanitas, 1992, p. 36.
28. Voir R EYERMAN, et Andrew JAMISON, *Social Movements: a Cognitive Approach*. Cambridge: Polity Press, 1991.
29. Ian MAC LEAN, Alan MONTEFIORE, Peter WINCH eds., *The Political Responsibility of Intellectuals*. Cambridge: Cambridge University Press, 1990, p. 18.
30. *Ibid.*
31. Intervient dans *L'Express*, 3 juin 1988, p. 48.
32. *Ibid.*
33. W. Edward SAID, *Ibid.*, p. 57
34. Victor FARIAS, *Heidegger et le nazisme*. Paris, Verdier, 1987.
35. J. LECERCLE, *ibid.*, p. 120-121
36. Miklos MOLNAR, «The hungarian intellectual and the choice of commitment or neutrality», dans Ian MAC LEAN, Alan MONTEFIORE, Peter WINCH, *ibid.*, p. 192
37. *Ibid.* p. 191.
38. G. Michael Burton, John Higley, *Elite Settlements*, *American Sociological Review*, vol 52, 1987, p. 296.
39. Cătălin, ZAMFIR, et Lazăr VLĂSCEANU (coord.), *Dicționar de sociologie*. București : Ed. Babel, 1992. p. 215.
40. Vilfredo, PARETO, *Traité de sociologie générale*. Paris, 1933, p. 1296
41. Etiquette utilisée par l'éditorialiste O. Paler, lui même proche de ce groupe, pour se distancer des idées qu'il juge les plus extrêmes prônées par le groupe 22.
42. Sur les relations entre les intellectuels roumains cités et l'émigration roumaine et leur présence dans les médias occidentaux, voir Monica LOVINESCU, *Pragul*. București: Humanitas, 1995.
43. Liviu ANTONESCI, *O prostie a lui Platon - Intelectualii și politica*. Iași: Polirom, 1997, p. 42.
44. Daniel BARBU, *ibid.*, p. 81.
45. Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*. București: Humanitas, 1995, p. 120.
46. Voir Vladimir PASTI, *România în tranziție*. București: Nemira, 1995, p. 242.
47. Voir Gabriel Liiceanu, *Ibid.* et 22, 7 juin 1991.
48. Voir débat télévisé O. Paler–M. Lovinescu, 18 et 25 mars 1998, PRO-TV.
49. H. R. PATAPIEVICI, *Politice*. București: Humanitas, 1996, p. 69.
50. Liviu, ANTONESCI, *op.cit.* Iași: Polirom, 1997, p. 77

51. D. BARBU, *ibid.*, p. 79.
52. Le plus important est *Revenirea în Europa*. Craiova: Aius, 1996.
53. Dans *Revenirea în Europa (Le retour en Europe)*, sur 88 articles recueillis, 10 seulement abordent des sujets politiques (dont 7 écrits par des politologues et journalistes hors du cercle des *élitistes*), 2 sont historiques, un seul économique les autres étant d'ordre philosophique ou littéraire. Le seul politologue du groupe élitiste se révèle être G. Andreescu.
54. Voir rapport annuel de la Fondation Soros, Roumanie, 1996.
55. En 1996, le jury du Conseil National comptait les membres suivants : C. Anastasiu (sociologue), A. Pippidi (historien), C. Pleșu (directrice fondation culturelle), S. Antohi (philosophe), Voicu (historien), A. Marga (professeur), V. Ionescu (avocat), R. Weber (spécialiste des droits de l'homme).
56. Parmi les plus intéressants, notons 12,000 \$ offerts à la faculté d'Histoire sous la direction de Zoe Petre, 75,000 \$ à la faculté de géologie sous la direction d'Emil Constantinescu, 10,000 \$ au fils de celui-ci pour des études à l'étranger. Source, Base de Données programmes OPEN/TRAVEL fondation Soros.
57. Ainsi 200,000 \$ pour la maison d'Édition Cartea Românească de Nicolae Manolescu (1993), 160,000 \$ pour la revue *Sfera Politicii* (1993), le financement de dizaines de titres des maisons d'édition Humanitas (G. Liiceanu) et Polirom (L. Antonesei). Source : Base de données, programmes OPEN/PUBLISHING de la fondation Soros.
58. En 1997-1998, le conseil éditorial était formé d'Augustin Buzura, Andrei Codrescu, Ștefan A. Doinaș (tous écrivains), Z. Ornea (critique littéraire), A. Pleșu et P. Gross (journaliste américain).
59. Roger TESSIER (ed), *La transition en Roumanie – Communications et qualité de vie*. Québec: Presses de l'UQAM, 1995. P. 140-142 entre autres.
60. *Noua alternativă*, no. 17, 1990., p. 40.
61. Renate Weber devient en 1998 présidente de la Fondation Soros Roumaine alors que G. Andreescu fait partie depuis 1992 du jury national votant les programmes de financement.
62. Gabriel ANDREESCU, Renate WEBER, *Evoluția concepției UDMR privind drepturile minorităților maghiare*. București: Arta grafică, 1995.
63. Voir 22, nr. 50, décembre 1991.
64. Intervient de G. Liiceanu, publiée dans *Cotidianul*, 4 juillet 1994.
65. 22. Nr 21, mai 1991.
66. Voir Vladimir, PASTI, *România în tranziție*. București: Nemira, 1995, p. 240-244.
67. Voir par exemple G. Andreescu, *Naționaliști, anti-naționaliști*. Iași: Polirom, 1996. Dans ce livre sur le nationalisme les six essais proposant des interprétations différentes sont écrits seulement par des proches du groupe. Comme dans *Revenirea în Europa*, Craiova: Aius, 1996, il s'agit d'une oeuvre de référence qui ne recueille que les opinions des élitistes.
68. Voir *România Liberă, Adevărul*, 9-10 décembre 1993.

69. Voir O. Paler, «Stiluri în șmecherie», *România Liberă*. 12 novembre 1993.
70. H.R. Patapievici, «Regimul Iliescu – un portret». *România Liberă*. 4 avril 1995.
71. Voir Katherine, VERDERY, *Compromis și rezistență*. București : Humanitas, 1995.
72. *Interval* (2)1997.
73. Vladimir, PASTI, *România în tranziție*. București: Nemira, 1995, p. 244.
74. Voir aussi *Adevărul literar*. (43), novembre 1997.
75. Voir *Adevărul literar și artistic*. (43) novembre 1997.
76. Daniel BARBU, *Șapte teme de politică românească*. București : Antet, 1997, p. 84.
77. Gabriel Liiceanu dans 22, 17-24 janvier 1991.
78. H.R. PATAPIEVICI, *Politice*. Bucarest: Humanitas, 1995, p. 68.
79. Alina MUNGIU, *România – Mod de folosire*. București: Staff, 1994, p. 25.
80. *România Liberă*, 6-11 juillet 1998.
81. Octavian PALER, *Transilvania*. 3-4, 1992.
82. Octavian PALER, *Vremea întrebărilor*. București : Albatros, 1995, p. 117.
83. Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști... antinaționaliști*. Iași: Polirom, 1996, p. 15.
84. Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști*. Iași: Polirom, 1996, p. 41.
85. *Ibid.*, p. 110.
86. Voir Gabriel ANDREESCU, Renate WEBER, *Evoluția concepției UDMR privind drepturile minorităților maghiare*. București: Arta grafică, 1995.
87. Voir Katherine VERDERY, *ibid*.
88. Adrian MARINO, *Politică și cultură*. Iași: Polirom, 1996, p. 201.
89. Voir par exemple Ana BLANDIANA „Rădăcinile răului românesc de astăzi” dans Iordan CHIMET, *Momentul adevărului*. Cluj-Napoca, Dacia, 1996, p. 159-160.
90. Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști*. Iași: Polirom, 1996, p. 116.
91. Voir 22, 14-20 juillet 1998.
92. *Dilema*. 21-27 janvier 1994.
93. *Dilema*. 20-26 octobre 1995.
94. *Les intellectuels en Europe de l'Est*, organisée par la Fondation Culturelle Roumaine, septembre 1997, Sibiu.
95. H.R. PATAPIEVICI, *Politice*. Bucarest: Humanitas, 1995, p. 49.
96. *Ibid.*, p. 63.
97. *Ibid.*, p. 68.
98. Sorin Antohi dans 22. 13-20 décembre 1995.
99. Adrian MARINO, *Politică și cultură*. Iași: Polirom, 1996.
100. *România Liberă*. 29 novembre 1995.
101. Al. Paleologu dans *Adevărul literar și artistic*. 26 novembre 1995.

102. O. PALER, "Don Quijote in Est" dans G. ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști*. Iași: Polirom, 1996, p. 164.
103. Al. Paleologu dans *Cotidianul*. 29 mai 1992.
104. Adrian MARINO, *Pentru Europa*. Iași : Polirom, 1995.
105. Sorin ANTOHI, 22. 22-28 septembre 1993.
106. A. PLEȘU, *Dilema*. 12-18 novembre 1993.
107. 22. 28 septembre-3 novembre 1993.
108. *România Liberă*. 28 novembre 1991.
109. 22. 28 décembre-3 janvier 1995.
110. Adrian MARINO, *Revenirea în Europa*. Craiova: Aius, 1996, p. 389.